



**RAPPORT D'ORIENTATION  
BUDGÉTAIRE 2026**

**Conseil Municipal  
28 janvier 2026**

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

## Table des matières

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| Préambule .....                                              | 3  |
| I – Macro-économie.....                                      | 5  |
| I-1. Evolution du PIB.....                                   | 5  |
| I-2. La croissance en chiffres.....                          | 5  |
| I-3. Prévisions de croissance 2026 .....                     | 5  |
| II - Le PLF 2026 : version initiale du 14 octobre 2026 ..... | 5  |
| II-1. Les dispositions du PLF 2026.....                      | 7  |
| II-2. L'impact potentiel pour la commune en 2026 .....       | 8  |
| III – les finances de la commune : rétrospective .....       | 9  |
| III-1. Les recettes de fonctionnement .....                  | 9  |
| III-2. Les dépenses de fonctionnement .....                  | 12 |
| III-3. Résultat de la section de fonctionnement .....        | 16 |
| III-4. Les recettes d'investissement.....                    | 16 |
| III-5. Les dépenses d'investissement.....                    | 18 |
| III-6. Résultat de la section d'investissement.....          | 20 |
| III-7. La dette.....                                         | 20 |
| III-8. Les ratios 2025.....                                  | 21 |
| III-9. Les emprunts garantis au 31/12/2025 .....             | 22 |
| IV – Les finances de la commune : prospective .....          | 22 |
| IV-1. Les recettes de fonctionnement 2026.....               | 22 |
| IV-2. Les dépenses de fonctionnement 2026 .....              | 22 |
| IV-3. Les recettes d'investissement 2026 .....               | 23 |
| IV-4. Les dépenses d'investissement 2026.....                | 24 |
| IV-5. Vision globale du budget 2026 .....                    | 25 |
| IV-6 La prospective 2026-2031.....                           | 27 |

# Préambule

**Le débat d'orientation budgétaire :** Le conseil départemental, les communes de plus de 3 500 habitants, les EPCI à fiscalité propre et les syndicats comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants sont tenus de présenter un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB). Dans le cadre du référentiel M57, le DOB doit intervenir dans un délai de 10 semaines avant le vote du budget (1). Il doit porter, tant sur le budget principal de l'entité que sur les budgets annexes. Ce débat a vocation à éclairer les élus sur le budget de la collectivité et sa situation financière. Son organisation constitue une formalité substantielle destinée à préparer le débat budgétaire et à donner aux élus, en temps utile, les informations nécessaires pour leur permettre d'exercer effectivement leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

(1) Article L5217-10-4 du CGCT par application de l'article L. 2312-1 du CGCT complété par l'article 107, alinéa 4, de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe).

**Le Projet de Loi de Finances 2026** ayant été déposé le 14 octobre 2025, une décision devait être prise dans les 70 jours suivants, soit le 24 décembre 2025 au plus tard. Face à l'impossibilité de trouver un accord, un projet de loi spéciale a été présenté au Parlement et adopté à l'unanimité le 23 décembre 2025. Publiée au Journal Officiel le 26 décembre 2025, cette loi spéciale n'a pas pour fonction de remplacer le budget pour 2026. Le PLF 2026 sera donc rediscuté début 2026.

Dans ce ROB, il vous est présenté le PLF du 14 octobre 2025. Le budget 2026 sera quant à lui élaboré sur le fondement du budget 2025, principe de base de la loi spéciale.

**Le contexte monde** connaît une croissance modérée voire ralentie : selon World Bank, la croissance globale devrait être autour de 2,3 % pour 2025.

D'après l'OCDE, la croissance pourrait se situer autour de 2,9 % en 2026, après environ 3,2 % en 2024.

L'inflation recule mais reste au-dessus des cibles dans plusieurs économies avancées.

Les conditions financières sont tendues : emprunts plus coûteux, endettement élevé dans de nombreux pays, incertitude politique et commerciale accrue.

La fragmentation géo-économique (tarifs, chaînes d'approvisionnement, conflits) est un facteur clé de fragilité.

Les risques majeurs sont indéniables :

- Pressions sur l'investissement : l'incertitude commerciale et géopolitique freine l'investissement privé et public.
- Endettement élevé : de nombreux États, collectivités, entreprises ont des niveaux de dette structurants, qui limitent les marges de manœuvre.
- Volatilité des marchés financiers : taux d'intérêt, devises, conditions de crédit, tous sont sujets à des retournements.
- Risque d'un "temps long" de croissance faible : certains rapports évoquent que pour de nombreux pays émergents, la trajectoire de croissance s'éloigne de celle des décennies précédentes.

## **Le contexte Europe :**

- Pour la zone euro, la croissance est très modeste : selon l'OCDE, le PIB de la zone euro est attendu à environ 0,9 % en 2025, puis à environ 1,4 % en 2026.
- L'inflation recule : pour l'Union Européenne dans son ensemble, elle est estimée à environ 2,3 % en 2025, et pour la zone euro à environ 2,1 % en 2025.
- La politique monétaire : la BCE a commencé à baisser ses taux et reste attentive à l'équilibre entre soutien à la croissance et maîtrise de l'inflation.
- Les risques persistants : faiblesse de l'investissement, incertitudes géopolitiques, tensions commerciales, coût de l'énergie, qui pèsent sur l'ensemble du continent.

## **Le contexte France :**

- Une croissance faible : la France devrait croître de 0,8 % en 2025, puis 1 % en 2026, contre 1.2 % en 2024 et 1.4 % en 2023.
- Une inflation contenue : l'inflation devrait être de 0.8 % en 2025, de 1.3 % en 2026 contre 2 % en 2024 et 5.2 % en 2022.
- Des finances publiques tendues : pour 2025, un déficit attendu de 5,4 % du PIB et un objectif de 4.7 % pour 2026 contre 5.8 % en 2024 et 5.5% en 2023.
- Les taux d'intérêt : les rendements des obligations françaises restent relativement élevés (≈3,6 % pour 10 ans selon certaines estimations) dans un contexte de coûts de financement toujours importants.
- Un coup de frein de l'emploi privé (- 0.5 % par rapport à 2024), ralentissement attendu en légère hausse (7.5 % en 2025, 7.6 % en 2026)

Accusé de réception en préfecture  
06/12/2025 10:20:20  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

**Implications pour les collectivités territoriales :**

- Les recettes fiscales et la croissance faible : avec une croissance économique modeste, les recettes fiscales locales (taxe foncière, CFE, etc...) pourraient stagner ou croître lentement : vigilance sur les budgets et priorisation.
- Les coûts de financement élevés : en cas d'emprunts ou investissements structurants, il faudra prévoir un coût du crédit plus élevé que les années « faciles ».
- Le besoin de priorisation des investissements : dans un contexte de contraintes budgétaires nationales (déficit, dette), les aides publiques ou subventions peuvent être plus compétitives ; il faut cibler les projets à fort rendement ou économiques (ex : efficacité énergétique).
- Les risques externes et la résilience locale : Les aléas (énergie, chaîne d'approvisionnement, inflation locale) peuvent affecter les budgets des services communaux (écoles, voirie, éclairage). Il est utile d'avoir une réserve ou marge de manœuvre.
- Les taux d'intérêt et la dette : assurer que l'endettement communal reste soutenable : une faible croissance cumulée à des taux élevés comporte le risque d'un ratio dette/CAF qui se dégrade.
- La mutualisation, la coopération, l'innovation : dans un contexte contraint, la mise en place de services mutualisés avec l'intercommunalité ou l'innovation dans les financements (emprunts verts, PPP) peuvent être un levier.
- Le besoin de résilience : constituer des réserves, planifier des scénarios « à risque », suivre de près les indicateurs financiers.

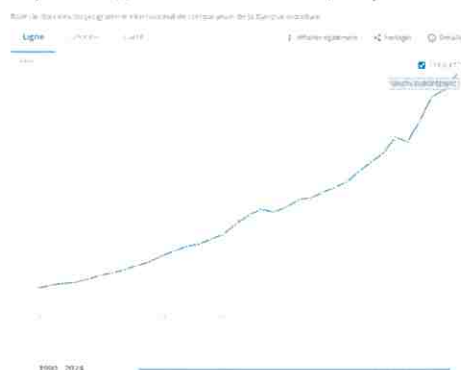
# I – Macro-économie

## I-1. Evolution du PIB

Produit intérieur brut des pays de la zone euro

| en milliards de \$24  |                 |                 |                 |                 |                    |                    |
|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|--------------------|
| Pays                  | 2019            | 2020            | 2021            | 2022            | 2023               | 2024               |
| Allemagne             | 3 202,8         | 3 117,5         | (p) 3 318,4     | (p) 3 550,4     | (p) 3 739,4        | (p) 3 860,2        |
| Autriche              | 348,5           | 333,3           | 359,7           | 400,9           | 417,5              | 421,8              |
| Belgique              | 423,7           | 413,6           | 448,4           | 499,0           | (p) 528,2          | (p) 547,8          |
| Cyprus                | 25,9            | 24,7            | 25,0            | 32,0            | 34,4               | 35,9               |
| Croatie               | 84,9            | 79,0            | 91,4            | 101,4           | (p) 114,2          | (p) 120,2          |
| Espagne               | 1 349,6         | 1 189,7         | 1 399,2         | (p) 1 511,9     | (p) 1 669,8        | (p) 1 772,9        |
| Estonie               | 35,0            | 34,5            | 37,6            | 40,4            | 41,6               | 43,1               |
| Finlande              | 187,7           | 189,2           | 200,7           | 213,7           | 222,2              | 230,1              |
| <b>France</b>         | <b>2 240,5</b>  | <b>2 136,7</b>  | <b>2 222,7</b>  | <b>2 395,8</b>  | <b>(p) 2 587,6</b> | <b>(p) 2 678,5</b> |
| Grèce                 | 222,6           | 201,8           | 226,1           | (p) 254,9       | (p) 278,0          | (p) 292,8          |
| Irlande               | 297,8           | 314,8           | 381,1           | 444,7           | 490,1              | 490,3              |
| Italie                | 1 312,5         | 1 167,1         | 1 279,4         | 2 080,7         | 2 215,6            | 2 292,2            |
| Lettonie              | 40,1            | 39,7            | 44,4            | 47,1            | 50,9               | 52,3               |
| Lituanie              | 74,2            | 74,1            | 82,2            | 89,6            | 94,9               | 100,3              |
| Luxembourg            | 48,9            | 49,2            | 55,5            | 58,7            | 61,6               | (p) 64,9           |
| Malte                 | 10,8            | 10,5            | 10,8            | 20,1            | 22,6               | 24,7               |
| Pays-Bas              | 703,2           | 667,4           | 756,9           | 835,1           | 908,3              | 966,1              |
| Portugal              | 253,3           | 236,8           | 255,5           | 291,4           | (p) 326,5          | (p) 345,9          |
| Slovaquie             | 120,5           | 123,2           | 133,2           | 158,9           | 154,7              | 163,2              |
| Suède                 | 37,5            | 36,1            | 51,7            | 67,6            | 74,2               | 76,7               |
| <b>Zone euro à 20</b> | <b>11 546,3</b> | <b>11 013,8</b> | <b>12 001,3</b> | <b>13 096,1</b> | <b>13 972,4</b>    | <b>14 540,7</b>    |

PIB par habitant, (\$ PPA internationaux courants) - European Union



## I-2. La croissance en chiffres

Le taux de croissance des prix à la consommation serait de 0.8 % en 2025, contre 2.2 % en 2024, 4.9 % en 2023 et 5.2 % en 2022.

## I-3. Prévisions de croissance 2026

- Taux de croissance du PIB : 1 %
- Taux de croissance des prix à la consommation : 1.3 %
- Déficit public : objectif de 4.7%

# II - Le PLF 2026 : version initiale du 14 octobre 2025

Le PLF 2026 a été présenté en Conseil des Ministres, le 14 octobre 2025.

Le PLF 2026 vise à concilier le triple objectif de financer des priorités stratégiques du pays, de préserver son modèle social et de restaurer des marges de manœuvre budgétaires, en particulier pour être en capacité de faire face à d'éventuelles prochaines crises.

En 2026, le solde public atteindrait -4,7 % du PIB, en amélioration de +0,6 point de PIB par rapport à 2025

Ce plan d'action doit permettre de ramener le déficit public à 4,7 % du PIB en 2026 et à moins de 3 % en 2029, comme s'y est engagé le Gouvernement auprès des Français et des partenaires européens. L'ajustement budgétaire proposé pour 2026 repose prioritairement sur la maîtrise des dépenses publiques, qui représente deux tiers de l'effort total.

En retranchant des dépenses très rigides, comme la charge de la dette et l'effort supplémentaire de réarmement, les dépenses des ministères baisseront de nouveau en valeur en 2026. Cela correspond à une maîtrise des dépenses du budget de l'État, dont celles affectées au financement des opérateurs et des agences.

En parallèle, le Gouvernement propose d'augmenter les dépenses de mission « Défense » de + 6,7 Md€ par rapport à la loi de finances pour 2025, soit une accélération de + 3,5 Md€ par rapport aux évolutions déjà prévues par la loi de programmation militaire 2024-2030. La protection de la sécurité des Français justifie elle aussi de poursuivre la hausse des crédits (+ 0,6 Md€) et des effectifs (+1 600 emplois) du ministère de l'Intérieur. De la même manière, le ministère de la Justice, significativement renforcé sur les dernières années, connaîtra à nouveau une hausse de ses crédits (+0,2 Md€) et de ses effectifs (+1 600 emplois).

Ce projet de budget propose également de poursuivre les investissements dans les dépenses d'avenir. La réforme du recrutement et de la formation initiale des personnels enseignants, donnant lieu au recrutement de 8 800 professeurs stagiaires, permettra d'accompagner au mieux les jeunes professeurs pour renforcer durablement l'Éducation nationale. Les crédits dédiés à la transition énergétique progressent également afin de poursuivre la décarbonation de l'économie.

Un impératif de redressement des comptes sociaux pour préserver le modèle social et faire face au défi démographique :

Ce budget et le projet de loi de financement de la sécurité sociale proposent de poursuivre le rétablissement des comptes de la Sécurité Sociale en visant un déficit de 17,5 Md€, avec pour objectif un retour à l'équilibre en 2029. Les recettes marqueraient une progression de 2,5 % en 2026 (+ 16,3 Md€), tandis que la progression des dépenses serait contenue à +1,6 % (+ 10,8 Md€). L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2026 s'établirait à 270,4 Md€, en hausse de 4,3 Md€ (soit +1,6 %) par rapport à 2025.

Une participation juste des collectivités à l'effort de redressement, en miroir d'une réduction du poids des normes :

Les collectivités territoriales seront associées aux efforts de maîtrise du déficit public. Cependant, cet effort ne pourra être engagé sérieusement que si le poids des normes est réduit en parallèle, afin de redonner le pouvoir d'agir aux élus. Cet effort se veut réparti de manière juste. Les collectivités les plus exposées financièrement à la conjoncture et au vieillissement démographique seront accompagnées, avec en particulier la mobilisation du fonds de sauvegarde pour un montant trois fois supérieur par rapport à 2024 à destination des départements les plus fragiles. L'accompagnement des collectivités faisant face à des événements climatiques d'ampleur sera également augmenté et simplifié.

Un effort de justice sociale pour contribuer au redressement des comptes publics et préparer l'avenir en soutenant les acteurs économiques :

Côté recettes, l'effort en 2026 reposerait avant tout sur un effort supplémentaire des contribuables disposant des moyens les plus importants, à hauteur de 6,5 Md€.

Parmi ces mesures, peuvent être citées :

- Une taxe sur le patrimoine financier (holdings), doublée d'une contribution minimale des foyers disposant des revenus les plus élevés, pour un total de 2,5 Md€
- La surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des plus grandes entreprises, qui serait partiellement prolongée d'un an
- La poursuite de la rationalisation des niches fiscales et sociales pour près de 5 Md€
- Les barèmes de l'impôt sur le revenu et de la CSG maintenus à leur niveau actuel, pour un rendement de 2,2 Md€.

Au-delà de ces mesures, ce budget entend soutenir les acteurs économiques. Il est ainsi proposé de reprendre la baisse de la CVAE dès 2026 pour soutenir la compétitivité des PME, en particulier industrielles, à hauteur de 1,3 Md€. Enfin, ce budget poursuit l'effort de verdissement de la fiscalité engagée l'année dernière en incitant notamment à l'électrification des flottes de véhicules et en réformant la fiscalité des déchets afin de la rendre plus incitative. Il comporte par ailleurs, dans la continuité du PLF 2025, plusieurs dispositions en faveur des agriculteurs.

La lutte contre la fraude pour préserver le pacte républicain :

Le renforcement des dispositifs de lutte contre la fraude fiscale, sociale, douanière et aux aides publiques est une priorité que déclinera le projet de loi de lutte contre les fraudes sociales et fiscales déposé concomitamment aux textes financiers. En 2026, l'action entreprise sous l'égide du plan de lutte contre tous les types de fraude sera accrue, avec notamment un renforcement des effectifs à cet effet au sein des ministères.

## II-1. Les dispositions du PLF 2026

A l'heure de la rédaction de ce ROB, les dispositions énoncées ci-dessous sont issues du PLF tel que présenté le 14 octobre 2025.

L'objectif majeur est de ramener le déficit sous les 3 % du PIB d'ici 2027.

### ✓ Les dotations ou transferts financiers de l'Etat aux collectivités : - 2% par rapport à 2025

Les transferts atteignent 107.9 milliards € hors fractions compensatrices de TVA en contrepartie de réformes fiscales : en hausse de 3% par rapport à la loi de finances 2025.

Les Prélèvements Sur Recettes de l'Etat (PSR) : 49.5 milliards € seront destinés aux collectivités, soit + 9.5 % ; grâce à la réintégration de la fraction de TVA de la région dans la DGF.

Les variables d'ajustement : une minoration de 527 millions € sera supportée par l'ensemble des collectivités dont 128 millions € en moins pour la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) concernant le bloc communal.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : les majorations 2025 sont maintenues, appuyées par une augmentation de 290 millions € dont 150 millions € de Dotation de Solidarité Rurale (DSR), avec une hausse de 60 % sur sa deuxième fraction dite « péréquation », au bénéfice des communes de moins de 10 000 habitants.

Le Fonds d'Investissement pour les Territoires (FIT) : nouveau dispositif visant à simplifier le soutien aux investissements locaux, il regroupera la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation politique de la ville (DPV, allouée aux communes dont la part de population vivant en quartier politique de la ville est supérieure à 10 %) et la dotation de soutien à l'investissement (DSIL). Une baisse de 0.2 milliard € est annoncée.

Le Fonds vert ou fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires : 650 millions € en 2026. Une nette diminution depuis sa création en 2023, passant de 2 milliards à 2.5 milliards en 2024 puis à 1.15 milliards en 2025.

Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) : le PLF du 14 octobre prévoit l'exclusion des dépenses éligibles de fonctionnement afin de recentrer le FCTVA sur son objectif premier : soutenir l'investissement local. Le Sénat a amendé cette proposition. Le dispositif devrait être maintenu tel qu'il est.

### ✓ La fiscalité

La dynamique des fractions de TVA : les fractions de TVA compensent la perte de la perception de la taxe d'habitation ainsi que la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Le montant compensé, fonction du montant de TVA nationale, a été figé en 2025 sur le montant perçu en 2024. A compter de 2026, le PLF propose que la fraction de TVA versée à chaque collectivité comprenne bien la dynamique de la TVA mais que cette dernière, si positive, soit minorée du taux d'inflation de l'année précédente. La dynamique ainsi calculée ne peut pas être négative.

La Compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFBP et de CFE des locaux industriels : une baisse de 25 % est instaurée. Le niveau de recette de 2021 sera appliqué : **c'est la contribution des collectivités au redressement des comptes des finances publiques.**

**L'article 27 du PLF 2026 prévoit des adaptations de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (RVLLP)** afin de définir les modalités de l'intégration des résultats de l'actualisation sexennale dans les bases d'imposition en 2027 et les mécanismes atténuateurs proposés. L'objectif est ainsi d'éviter les risques associés à la situation actuelle avec l'expiration prévue en 2025 de deux mécanismes atténuateurs qui entraînerait dès l'année prochaine de trop fortes variations d'impôts locaux pour les contribuables comme pour les collectivités. En cohérence avec le séquençage initialement défini, l'article adapte également le calendrier de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH). Plus précisément, il propose de :

- Réviser les mécanismes atténuateurs, en prorogeant d'un an le dispositif dit « du planchonnement » et en créant un nouveau dispositif de lissage des variations de valeurs locatives sur six ans, soit la période entre deux procédures d'actualisation ;
- Actualiser et adapter les règles relatives au coefficient de neutralisation ;

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

- Décaler à 2027 l'intégration, dans les bases d'imposition, des résultats de l'actualisation sexennale, afin de s'assurer de l'efficacité et de la bonne mise en œuvre de ces nouveaux mécanismes ainsi que les actualisations. Ainsi, l'actualisation sexennale « renforcée » initialement prévue l'année qui suit le renouvellement général des conseils municipaux en 2026 aura lieu lors de l'actualisation suivante, après 2032 ;
- Reporter en conséquence le calendrier de la RVLLH après l'achèvement de l'actualisation sexennale des valeurs locatives des locaux professionnels pour permettre d'en tirer tous les enseignements.

*\*Planchonnement = atténuation de moitié des variations (hausse ou baisse) après application du coefficient de neutralisation*

La compensation de l'abattement des terres agricoles pour la TFPNB : sur les 30 % d'abattement de la TFPNB, seuls 20% étaient compensés par l'Etat. Le PLF 2026 prévoit de compenser à hauteur de 30 %, soit la totalité de l'abattement.

Enfin, la revalorisation forfaitaire des bases fiscales : Ces valeurs, qui constituent la base de calcul des impôts fonciers, sont ajustées chaque année en fonction de l'inflation constatée en novembre (IPCH) dont la prévision est de 0.8 %.

#### ✓ Les autres thèmes

Le DILICO 1 : Dispositif de Lissage Conjoncturel mis en place en 2025. 1 milliard € sont retenus sur les recettes des collectivités locales afin de les associer au redressement des finances publiques.

2 127 collectivités ont été ciblées. La ville de Montluel n'a pas été impactée du fait du mode de calcul pour faire entrer les collectivités dans le dispositif.

Le DILICO 2 : le dispositif est renouvelé en 2026, avec le même objectif. 2 milliards € seront retenus. Malgré des modalités de calcul revues dans la version du 14 octobre 2025 et davantage défavorables au bloc communal, la ville de Montluel, avec un indice synthétique de 0.9557 n'est pas impactée par le DILICO2. Le Sénat propose de ne pas intégrer les communes dans ce dispositif.

## II-2. L'impact potentiel pour la commune en 2026

La DC RTP : - 23 791 €

- DC RTP 2022 = DC RTP 2023 = DC RTP 2024 = 68 771 €
- DC RTP 2025 = 23 791 €, soit – 65% par rapport à 2024
- DC RTP 2026 : Prévision pessimiste à 0 €

La DGF : + 0 €

|      | DF        | DSR       | TOTAL (DGF) | Variation vs N-1 |
|------|-----------|-----------|-------------|------------------|
| 2022 | 412 865 € | 85 905 €  | 498 770 €   |                  |
| 2023 | 410 730 € | 100 434 € | 511 164 €   | 2,48%            |
| 2024 | 404 912 € | 110 960 € | 515 872 €   | 0,92%            |
| 2025 | 505 527 € | 119 473 € | 507 552 €   | -1,61%           |
| 2026 |           |           | 507 552 €   | 0,00%            |

Soit + 1.76 % entre 2022 et 2025

Prévision prudente 2026 à l'identique de 2025 : 507 552 €, soit + 0 €

La Compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFBP et de CFE des locaux industriels : - 57 226 €

- 2025 : 227 085 €
- 2026 : 171 676 € (revalorisation des bases de 0.8 % mais baisse de 25%)

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

La revalorisation forfaitaire des bases fiscales de + 0.8 % : **+ 22 846 €**

|      | TH       | TFPB        | TFPNB    | TOTAL       | Variation vs N-1 |
|------|----------|-------------|----------|-------------|------------------|
| 2025 | 32 728 € | 2 750 275 € | 72 699 € | 2 855 702 € |                  |
| 2026 | 32 990 € | 2 772 277 € | 73 281 € | 2 878 548 € | 22 846 €         |

La compensation de l'abattement des terres agricoles pour la TFPNB : **+ 3 402 €**

- 2025 = 7 034 €
- 2026 = 10 436 €, soit + 3 402 €

L'exonération de 30 % de la TFPB pour le QPV / contrat de ville : **- 277 €**

- 2025 = - 36 897 €
- 2026 = - 37 174 €

**Au global, - 55 046 € de recettes de concours de l'Etat pour la ville de Montluel pour 2026, au regard de 2025 si on prend en considération la loi de finances 2026.**

### III – les finances de la commune : rétrospective

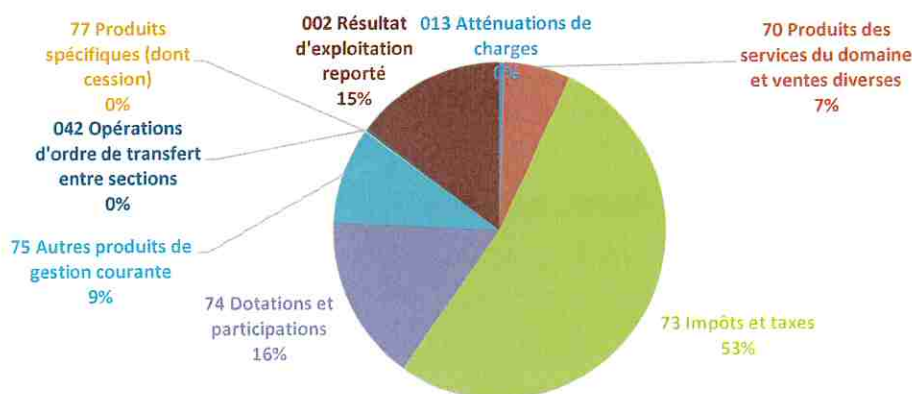
#### III-1. Les recettes de fonctionnement

##### III-1. a Vision globale des recettes

|     |                                                     | CA 2025 au<br>11/12/2025 | CA 2024        | écart en % |
|-----|-----------------------------------------------------|--------------------------|----------------|------------|
| 013 | Atténuations de charges                             | 38 502,00 €              | 29 416,90 €    | 30,88%     |
| 70  | Produits des services du domaine et ventes diverses | 550 282,00 €             | 614 721,29 €   | -10,48%    |
| 73  | Impôts et taxes                                     | 4 485 816,00 €           | 4 442 668,00 € | 0,97%      |
| 74  | Dotations et participations                         | 1 350 836,00 €           | 1 355 316,67 € | -0,33%     |
| 75  | Autres produits de gestion courante                 | 788 150,00 €             | 703 381,00 €   | 12,05%     |
| 77  | Produits spécifiques (dont cession)                 | 8 210,00 €               | 220,40 €       | 3625,05%   |
|     | total recettes réelles                              | 7 221 796,00 €           | 7 145 724,26 € | 1,06%      |
|     | Total recettes d'ordre                              | 16 209,00 €              | 13 697,39 €    | 18,34%     |
| 002 | Résultat d'exploitation reporté                     | 1 243 116,18 €           | 1 297 864,75 € | -4,22%     |
|     | Total                                               | 8 481 121,18 €           | 8 457 286,40 € | 0,28%      |

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

La répartition globale des recettes est la suivante :



### III-1.b Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'annoncent équivalentes à l'exercice 2024 par l'effet d'un remboursement de trop perçu de la part de EDF (22.5 K€) et de TOTAL ENERGIE (60 K€), dans le cadre d'une régularisation de fin de marché public. Sans ces recettes imprévues, les recettes réelles de fonctionnement afficheraient une baisse de 1% environ.

NB : Ces recettes imprévues sont quasiment absorbées par une refacturation dans le cadre de cette même régularisation (50 K€).

Dans le détail, et au regard des chiffres prévisionnels à l'heure de la rédaction de ROB, les recettes réelles de fonctionnement peuvent s'analyser comme suit :

#### Le chapitre 013 (En hausse de 9085€) :

Baisse des remboursements des indemnités journalières suite aux congés maladie des agents (8 900 € en 2025 contre 26 900 € en 2024)

Hausse de la part salariale des agents sur les tickets restaurants (29 600€ en 2025 contre 2 532 € en 2024, date de mise en place des tickets restaurant).

#### Le chapitre 70 (En baisse de 64 439€) :

Il enregistre les concessions cimetières, les redevances du domaine public, la régie de la bibliothèque, les sorties et présences du centre de loisirs, la restauration scolaire, ...

La baisse de 10.48% au regard de 2024 s'explique par :

- La mise à disposition gracieuse du personnel de la commune auprès du CCAS (article 70841)
- La diminution du remboursement du salaire de l'agent mis à disposition au Pôle Petite Enfance, suite à une retraite progressive (corrélée à la diminution de salaire en dépenses de fonctionnement) (article 70848)
- La régularisation de charges auprès de la gendarmerie en 2024 (article 70878)

En revanche, l'analyse de ce chapitre permet également de noter la hausse des autres produits et notamment ceux issus du centre de loisirs (+ 7.83 %) et de la restauration scolaire (+5.19%).

#### Le chapitre 73 (En hausse de 43 148€) :

Il comprend la fiscalité et les taxes.

On observe des hausses :

- la dotation de solidarité communautaire (+16.06%, soit +8K€)
- des droits de mutation (+ 15.15%, représentatif du niveau national, soit +35K€)

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

- la taxe sur les pylônes (+5.23%, soit +15K€)

Ces hausses compensent la baisse observée sur les impôts directs locaux (-0,35%, soit -10K€) du fait l'exonération de la TFPB du contrat de ville de 30% à partir de 2025 (exonération qui n'a pas été compensée par la hausse de 1,7% des valeurs locatives en 2025 et le taux d'imposition qui n'a pas été augmenté en 2025).

#### Le chapitre 74 (En baisse de 4 480€) :

Globalement, ce chapitre, qui recense les dotations de l'Etat et de la CAF, reste à l'équilibre par rapport à 2024.

On observe des hausses :

- de la dotation solidarité rurale, DSR, composante de la DGF (+ 7,67%, soit +8,5K€)
- du FCTVA sur les dépenses N-2, soit de 2023 (+433%, soit + 14K€)
- de la compensation de la taxe foncière et de la dotation pour titres sécurisés (+13,41%, soit +31K€)

On observe une baisse :

- de la Dotation Forfaitaire (-4,16%, soit -16K€)
- de la DCRTP : 23 971 € en 2025 contre 66 401 € ( - 63.9 %, soit -42K€)

Focus sur la DGF : La DGF 2025 est de 507 552 € contre 515 872 € en 2024 (-1,61%). La Dotation Globale et Forfaitaire se compose de la DF (dotation forfaitaire, article 74111) et de la DSR (dotation de solidarité rurale, article 741121). La DF diminue chaque année, la DF étant liée à l'écrêtement et à l'augmentation des recettes réelles de fonctionnement. La DSR, quant à elle, augmente chaque année sur la base de sa composante « péréquation ».

#### Le chapitre 75 (En hausse de 84 769€) :

Il englobe les recettes anticipables (les loyers, la redevance d'occupation du domaine public de la petite enfance) et des recettes exceptionnelles, telles que les remboursements de sinistres ou de trop perçu par les tiers.

Les 12.38% de hausse sont liés à des recettes exceptionnelles car issus :

- de remboursements de trop perçus de la part de EDF (22.5 K€) et de TOTAL ENERGIE (60 K€), dans le cadre d'une régularisation de fin de marché public, comme expliqué plus haut.
- de remboursement de sinistres à hauteur de 32 K€

#### Le chapitre 77 (En hausse de 7 989€) :

Il affiche notamment les produits de cession.

En 2025, 3 cessions ont été encaissées pour un montant de 8210 € :

- Cession de la balayeuse : 5 000 €
- Cession d'un véhicule : 2 000 €
- Cession chemin du Castel : 1 210 €

### **III-1.c Les recettes d'ordre (chapitre 042)**

ces recettes englobent l'amortissement des subventions d'investissement ainsi que les entrées et sorties de l'actif des cessions de biens mobiliers et immobiliers. Elles présentent une hausse de 18.34 % due à la cession des 3 biens sus cités.

### **III-1.d Evolution des recettes depuis 2023**

On assiste à une diminution de la part des dotations de l'Etat, de l'EPCI et la fiscalité dans les recettes réelles de fonctionnement de la commune. En 2025, cette part est inférieure à celle qu'elle était en 2023.

|                                                                           |                                                             | 2023                  | 2024                  | 2025                  |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>RECETTE REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors excédent reporté et ordre)</b> |                                                             | <b>6 895 395,00 €</b> | <b>7 145 724,00 €</b> | <b>7 221 796,00 €</b> |
| DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)                                  | DOTATION FORFAITAIRE (74111)                                | 410 730,00 €          | 404 912,00 €          | 388 079,00 €          |
|                                                                           | DOTATION DE SOLIDARITE RURAL (DSR) (741121)                 | 100 434,00 €          | 110 960,00 €          | 119 473,00 €          |
|                                                                           | DOTATION AUX ELUX LOCAUX                                    | 0,00 €                | 163,00 €              | 163,00 €              |
|                                                                           | <b>TOTAL DGF</b>                                            | <b>511 164,00 €</b>   | <b>516 035,00 €</b>   | <b>507 715,00 €</b>   |
|                                                                           | <b>part DGF / recettes réelles</b>                          | <b>7,41%</b>          | <b>7,22%</b>          | <b>7,03%</b>          |
| ALLOCATIONS COMPENSATRICES                                                | REFORME 50 % VALEUR LOCATIVE DES LOCAUX INDUSTRIELS (74833) | 199 006,00 €          | 222 799,00 €          | 227 085,00 €          |
|                                                                           | TAXE FONCIERE PROPRIETES BATIES (74833)                     | 2 129,00 €            | 1 590,00 €            | 2 342,00 €            |
|                                                                           | TAXE FONCIERE PROPRIETES NON BATIES (74833)                 | 7 157,00 €            | 7 073,00 €            | 7 034,00 €            |
|                                                                           | CONTRAT DE VILLE 30 %                                       | 0,00 €                | 0,00 €                | 24 554,00 €           |
|                                                                           | <b>TOTAL ALLOCATIONS COMPENSATRICES</b>                     | <b>208 292,00 €</b>   | <b>231 462,00 €</b>   | <b>261 015,00 €</b>   |
| <b>part all. Compensatrices / recette réelles</b>                         |                                                             | <b>3,02%</b>          | <b>3,24%</b>          | <b>3,61%</b>          |
| DCRTP (748312)                                                            |                                                             | 68 771,00 €           | 66 401,00 €           | 23 971 €              |
| IMPOTS DIRECTS LOCAUX (73111)                                             |                                                             | 2 644 196,00 €        | 2 869 235,00 €        | 2 859 123,00 €        |
| <b>TOTAL</b>                                                              |                                                             | <b>2 712 967,00 €</b> | <b>2 935 636,00 €</b> | <b>2 883 094,00 €</b> |
| <b>part / recettes réelles</b>                                            |                                                             | <b>39,34%</b>         | <b>41,08%</b>         | <b>39,92%</b>         |
| TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES (73132)                                  |                                                             | 262 872,00 €          | 288 628,00 €          | 303 721,00 €          |
| FONDS NATIONAL DE GARANTIE INDIVIDUEL DES RESSOURCES (FNGIR) (73221)      |                                                             | 140 728,00 €          | 140 728,00 €          | 140 728,00 €          |
| ATTRIBUTION DE COMPENSATION (3 CM) (73211)                                |                                                             | 714 112,00 €          | 714 112,00 €          | 714 112,00 €          |
| DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE (3CM) (73212)                        |                                                             | 54 579,00 €           | 51 335,00 €           | 59 579,00 €           |
| TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE (73141)                     |                                                             | 160 047,00 €          | 115 744,00 €          | 116 577,00 €          |
| TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION (73123)                         |                                                             | 253 410,00 €          | 235 600,00 €          | 271 288,00 €          |
| <b>TOTAL DES DOTATIONS ET DE LA FISCALITE</b>                             |                                                             | <b>5 086 942,00 €</b> | <b>5 295 681,00 €</b> | <b>5 281 800,00 €</b> |
| <b>PART DES DOTATIONS ET DE LA FISCALITE SUR LES RECETTES REELLES</b>     |                                                             | <b>73,77%</b>         | <b>74,11%</b>         | <b>73,14%</b>         |

Sur la période 2023 à 2025, on observe la stabilité, voire la baisse des recettes issues des dotations et compensations de l'Etat (exercices 2024 et 2025) et l'effet levier des taux de la fiscalité locale dès lors qu'ils sont revus à la hausse (exercice 2024).

### III-1.e Comparatif recettes Montluel par rapport aux autres communes

Au niveau national, pour 2024, la commune reste toujours en deçà des autres communes quant aux :

- Recettes de fonctionnement perçues / habitant : 1014 € perçus par Montluiste contre 1350 € / habitant pour la moyenne des communes de la même strate (25% de moins pour Montluel)
- Produits des impôts locaux : 436 € versés par Montluiste contributeur contre 607 € par habitant contributeur pour la moyenne des communes de la même strate (28% de moins pour Montluel)

(Source : fiche détaillée des communes 2024 – comptes individuels des collectivités - finances publiques)

## III-2. Les dépenses de fonctionnement

### III-2.a Vision globale des dépenses

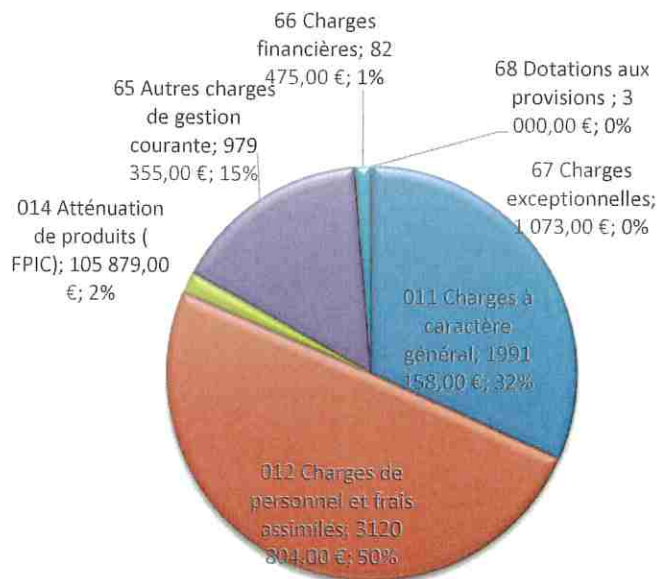
A l'heure de la rédaction de ce rapport, les dépenses réelles de fonctionnement sont de + 3.44 % au regard de celles de l'exercice 2024 et les dépenses globales de fonctionnement ont augmenté de + 3.86 %.

| chapitre | intitulés                                   | CA 2025               | CA 2024               | écart en %    |
|----------|---------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| 011      | Charges à caractère général                 | 1 991 158,00 €        | 2 053 511,17 €        | -3,04%        |
| 012      | Charges de personnel et frais assimilés     | 3 120 804,00 €        | 2 909 896,00 €        | 7,25%         |
| 014      | Atténuation de produits ( FPIC)             | 105 879,00 €          | 113 885,00 €          | -7,03%        |
| 65       | Autres charges de gestion courante          | 979 355,00 €          | 908 436,00 €          | 7,81%         |
| 66       | Charges financières                         | 82 475,00 €           | 85 908,00 €           | -4,00%        |
| 67       | Charges exceptionnelles                     | 1 073,00 €            | 135,00 €              | 694,81%       |
| 68       | Dotations aux provisions                    | 3 000,00 €            | 3 000,00 €            | 0,00%         |
|          | <b>total dépenses réelles</b>               | <b>6 283 744,00 €</b> | <b>6 074 771,17 €</b> | <b>3,44%</b>  |
| 042      | Opérations d'ordre de transfert de sections | 292 695,00 €          | 257 099,00 €          | 13,85%        |
|          | <b>sous-total dépenses d'ordre</b>          | <b>292 695,00 €</b>   | <b>257 099,00 €</b>   | <b>13,85%</b> |
|          | <b>Total dépenses de fonctionnement</b>     | <b>6 576 439,00 €</b> | <b>6 331 870,17 €</b> | <b>3,86%</b>  |

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

### III-2.b Les dépenses réelles de fonctionnement

répartition des dépenses réelles de fonctionnement 2025 au 11/12/2025



#### Le chapitre 011 (charges à caractère général) (En baisse de 62 353 €):

Il est de - 3.04 % par rapport à 2024 mais pourrait être équivalent à 2024 en fin d'exercice, après la journée complémentaire du 16 janvier 2026.

Concernant les baisses :

Des baisses de fluides grâce au passage en Led, à des travaux de remplacement et de réparation de systèmes de chauffage sur de nombreux bâtiments et au changement de menuiseries dans les écoles, sont à constater :

- L'électricité : - 32.15 % (-75K€)
- Le chauffage au gaz : - 12,41% (-32K€)

Parmi les baisses également, les dépenses de transport : - 23.49 %, liés à l'optimisation des transports scolaires avec les transports de la région.

Concernant les hausses :

- Le petit équipement : + 70.73 %. Cette hausse provient des dépenses affectées aux projets de la politique de la ville, au dispositif « coup de pouce » et au matériel acheté pour les travaux en régie des services techniques.
- L'entretien des terrains : + 56.10 % suite à une campagne d'égavage importante sur l'ensemble de la commune.
- Les études et recherches: + 73.17 % pour la commande de diagnostics et études de faisabilité en vue de travaux comme l'accessibilité et la sécurité des bâtiments publics, la rénovation de toitures....

Accusé de réception en préfecture  
de l'avis de l'association de travaux  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

- La formation: +311%. Une part importante du BPJEPS, entamé en 2024, est financée en 2025. Les actions de formations sur la conduite d'engins en sécurité, les permis poids lourds et les habilitations ont bénéficié aux agents du CTM. Une formation en matière d'hygiène alimentaire a été dispensée aux agents du restaurant scolaire.

- Les honoraires et conseils juridiques: + 166.98 %. Cet article est composé à :

- ✓ 42.5 % par l'urbanisme
- ✓ 22 % par des dossiers divers
- ✓ 16.5 % par le portage foncier
- ✓ 8,8% par les ressources humaines
- ✓ 6,6% par des arriérés 2024
- ✓ 4,35% par la commande publique

- Les « fêtes et cérémonies » : + 42.9 %. Une part est refinancée par la politique de la ville car c'est ce service qui a pris en charge l'organisation de la fête de la musique cette année. Davantage de moyens avec davantage de financement grâce aux appels à projets. La bibliothèque a innové en 2025 avec un spectacle d'Halloween. Enfin, une réparation importante et une mise en sécurité des illuminations ont été nécessaires.

- La foire: + 43.08 %. Davantage de moyens ont été alloués pour une présence de forains plus importante ayant généré une recette de régie plus importante :

- ✓ Un affichage dans un secteur plus élargi et sur une période plus longue.
- ✓ De nouvelles attractions comme les structures gonflables et le Laser Game.

Le chapitre 012 (charges de personnel) (En hausse de 210 916 €) :

Il affiche une hausse globale de 7.25 %.

Concernant les hausses :

- L'article 64118 « Autres Indemnités » : +431%. Il intègre les contrats de type « coup de pouce » du service scolaire et « adulte-relais » de la politique de la ville, lancés en 2024 mais dont la rémunération a débuté en 2025.

*Rappel : l'objectif du dispositif « coup de pouce » permet de développer la confiance de l'enfant dans ses compétences scolaires ; de renforcer le sens donné aux apprentissages fondamentaux ; de valoriser le rôle et la place des parents dans l'accompagnement à la réussite scolaire. Sous forme d'ateliers encadrés par un personnel compétent, la ville de Montluel a mis en place ce dispositif au service des élèves en 2024.*

- L'article 6478 « Autres charges sociales diverses » : +9.31 % car il s'agit de la part payée par la mairie des titres restaurant, qui ont impacté sur une année pleine en 2025 (seulement une partie de l'année en 2024).

- La création d'un poste d'ATSEM suite à l'ouverture de classe au sein de l'école Saint-Exupéry

- De manière plus globale et conformément à ce qui avait été indiqué dans le ROB de 2025, l'augmentation suit également les évènements suivants :

- ✓ La dépense liée aux titres restaurant sur une année pleine
- ✓ Les avancements de grade
- ✓ La mise en place d'astreintes
- ✓ L'augmentation du taux de la CNRACL
- ✓ L'augmentation du taux de cotisation de l'assurance du personnel
- ✓ La participation de la commune à la prévoyance
- ✓ La rémunération en année pleine du poste administratif pour les services techniques
- ✓ La rémunération du poste adulte relais pour la politique de la ville sur 9 mois (les subventions perçues pour ces 2 postes ne viennent pas alimenter ce même chapitre de dépenses)
- ✓ Le poste de la Direction du centre social sur 9 mois

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

- ✓ Le recrutement d'un agent de police municipale
- ✓ L'augmentation du salaire de la journée de travail pour les animateurs
- ✓ Le recensement 2025

Le chapitre 014 (atténuation de produits) (En baisse de 8 006€):

Il inclut :

- le prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU, auquel la commune n'est pas soumise.
- le prélèvement au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) pour lequel la commune est contributrice et a été moins prélevée en 2025 au même titre que les autres communes de la 3CM :- 8 K€, soit - 7.03 % .

Le chapitre 65 (Autres charges de gestion courante) (En hausse de 70 919 €):

Il inclut :

- Les salaires et charges des élus locaux : identiques à 2024.
- Les créances admises en non-valeur et les créances éteintes (articles 6541 et 6542) : écritures obligatoires pour le suivi des provisions, en augmentation sur 2025 : +1057%.
- L'éclairage public au travers de la cotisation auprès du SIEA (article 65568) . L'augmentation affichée en 2025 est liée au nouveau système de facturation de la consommation mis en place par le SIEA. En 2024, seuls 3 trimestres ont été facturés en termes de consommation. En 2025, le 4ème trimestre de 2024 et les trimestres 1, 2 et 3 de 2025 ont été facturés, permettant ainsi une visualisation correcte de la consommation annuelle. Si on ramène la consommation au trimestre, on observe une baisse du coût entre 2024 et 2025 :
  - 2024 : 40K€/Trimestre
  - 2025 : 37,5K€/Trimestre
  - Soit gain de 10K€/an
- Le forfait communal de fonctionnement pour l'école privée Saint-Vincent-de-Paul (article 6558) : soumis aux effectifs des élèves, cette dépense fluctue d'une année sur l'autre : +10,98%
- Les subventions aux concessionnaire (article 65743) connaît une hausse suite à la participation contractuelle de la commune à la DSP de la petite enfance : +3,7%

Le chapitre 66 (Charges financières) (En baisse de 3433 €):

Les intérêts de la dette sont comptabilisés dans ce chapitre. Une baisse de 4% est constatée car 3 emprunts seront clôturés en 2027, inversant ainsi la courbe de remboursement du capital avec celle des intérêts.

Le chapitre 68 (Dotations aux provisions) (Pas de variation) :

Les dotations aux provisions restent les mêmes.

**III-2.c Les dépenses d'ordre (chapitre 042) :**

Elles retracent les écritures d'amortissement des biens mobiliers et immobiliers. La hausse de 13.85 % est liée une politique d'investissement continue et progressive.

**III-2.d Comparatif dépenses Montluel par rapport aux autres communes**

Au niveau national, pour 2024, la commune reste toujours en deçà des autres communes quant aux

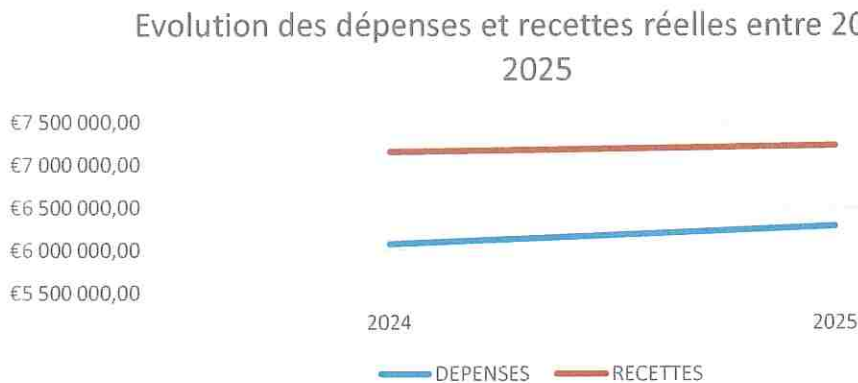
Accusé de réception en préfecture  
M426595406-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

- Dépenses réelles de fonctionnement / habitant : 894 € dépensés par Montluiste contre 1207 € / habitant pour la moyenne des communes de la même strate (25,9% de moins pour Montluel)
- Charges de personnel/dépenses réelles de fonctionnement par habitant : 46,53% pour Montluel contre 52,03% pour la moyenne des communes de la même strate

(Source : fiche détaillée des communes 2024 – comptes individuels des collectivités - finances publiques)

III-3. Résultat de la section de fonctionnement

Les courbes d'évolution des dépenses et des recettes montrent une hausse des dépenses supérieure à celle des recettes :



Le résultat provisoire de la section de fonctionnement pour l'exercice 2025 est 1 748 308.73 €

III-4. Les recettes d'investissement

III-4.a Vision globale des recettes d'investissement

| chapitre | intitulés                                        | CA 2025        | CA 2024        | écart en % |
|----------|--------------------------------------------------|----------------|----------------|------------|
| 10       | dotations, fonds divers, réserves                | 1 045 007,06 € | 1 441 155,14 € | -27,49%    |
| 13       | subventions d'investissement                     | 64 183,00 €    | 99 199,00 €    | -35,30%    |
| 16       | emprunts et dettes assimilées                    | 803 000,00 €   | 806,00 €       | 99527,79%  |
|          | sous-total recettes réelles                      | 1 912 190,06 € | 1 541 160,14 € | 24,07%     |
| 024      | cession                                          | 0,00 €         | 0,00 €         | #DIV/0!    |
| 040      | opérations d'ordre de transfert entre sections   | 292 695,88 €   | 257 099,00 €   | 13,85%     |
| 041      | opérations patrimoniales                         | 0,00 €         | 234,43 €       | -100,00%   |
|          | sous -total recettes d'ordre                     | 292 695,88 €   | 257 333,43 €   | 13,74%     |
|          | Total recettes d'investissement                  | 2 204 885,94 € | 1 798 493,57 € | 22,60%     |
| 001      | solde d'exécution de la section d'investissement | 142 988,51 €   | 0,00 €         | #DIV/0!    |
|          | Total                                            | 2 347 874,45 € | 1 798 493,57 € | 30,55%     |

Une hausse de 30.55 % est constatée : elle est le résultat d'un solde d'exécution 2024 positif et d'un emprunt de 803 K€.

III-4.b Les recettes d'investissement

Le chapitre 10 (Dotations, fonds divers, réserves) (1 045K€)

La collectivité ne maîtrise pas le FCTVA et la taxe d'aménagement : ces deux valeurs sont en forte baisse. Le besoin

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Secteur de l'équipement  
Date de dépôt : 28/01/2026

de financement, quant à lui, a diminué : c'est un signe positif lié au solde d'exécution positif de 2024.

#### Le chapitre 13 (subventions d'investissement) (64K€)

Les subventions : la baisse de 35.30 % n'est pas significative d'une baisse de demandes de subventions, bien au contraire. Les divers versements sont soumis aux fins de travaux, aux Restes à Réaliser, et peuvent ainsi être échelonnés sur plusieurs exercices.

Les subventions perçues en 2025 sont les suivantes :

- Vidéoprotection 2024 : solde Etat = 3 479 €
- Skate-park : **40 384€** (Département = 15 144 € / Région = 15 144 € / Etat = 10 096 €)
- Chaudière école Daudet : **17 780€** (solde Département = 6 005 € / Etat = 11 775 €)
- Gilets pare-balle pour la police municipale : Région = **189.19 €**
- Restauration de Vierge de l'église Notre-Dame-Des-Marais : Département = **2 350.50 €**

Les demandes de subventions déposées en 2025 sont les suivantes :

|                                                    | montant du projet HT     | ETAT                               | REGION       | DEPARTEMENT  | 3 CM         | % financement            | taux moyen de subvention |
|----------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| Eclairage public LED                               | 99 793,14 €              | non éligible                       | non éligible | non éligible | 49 896,57 €  | 50,00%                   | 47,50%                   |
| Changement de menuiseries école ST EXUPERY         | 51 671,65 €              | 15 502,00 €                        | non éligible | 10 334,33 €  | non éligible | 50,00%                   |                          |
| accessibilité salle polyvalente et école A. DAUDET | 72 052,70 €              | 28 281,08 € en cours d'instruction | non éligible | 21 615,81 €  | non éligible | 70,00%                   |                          |
| Ilots fraîcheur école ST EXUPERY                   | 20 784,10 €              | non éligible                       | non éligible | 4 156,82 €   | non éligible | 20,00%                   |                          |
| Fonds vert Maires bâtisseurs                       | montant forfaitaire 2025 | 74 000,00 €                        | non éligible | non éligible | non éligible | montant forfaitaire 2025 |                          |

#### Le chapitre 16 (emprunts et dettes assimilés) (803K€) :

L'emprunt : 803 000 € pour 2025, conformément au budget 2025.

#### Le chapitre 024 (cession) (0K€) :

Les cessions : la cession prévue au budget 2025 n'ayant pas été réalisée, cette recette sera reportée sur le budget 2026.

#### Le chapitre 040 (opérations d'ordre de transfert entre sections) :

L'amortissement des biens mobiliers et immobiliers : il suit la dépense de fonctionnement du chapitre 042, ces deux chapitres devant s'équilibrer.

#### Le chapitre 041 (opérations patrimoniales) :

Les opérations patrimoniales : il s'agit d'écritures d'ordre retraçant les intégrations de biens mobiliers et / ou immobiliers dans le patrimoine de la commune.

### III-5. Les dépenses d'investissement

#### III-5.a Vision globale des dépenses d'investissement

Au global, une hausse de 22.07 % des dépenses dont voici la vue d'ensemble :

| chapitre | intitulés                                        | CA 2025        | CA 2024        | écart en % |
|----------|--------------------------------------------------|----------------|----------------|------------|
| 10       | Dotations, fonds divers et réserves              | 16 913,00 €    | 0,00 €         | #DIV/0!    |
| 16       | Emprunts et dettes assimilées                    | 569 891,00 €   | 528 172,00 €   | 7,90%      |
| 20       | Immobilisations incorporelles                    | 39 403,00 €    | 43 765,00 €    | -9,97%     |
| 204      | Subventions d'équipement versées                 | 41 607,24 €    | 27 274,00 €    | 52,55%     |
| 21       | Immobilisations corporelles                      | 1 260 869,41 € | 650 444,00 €   | 93,85%     |
| 23       | Immobilisations en cours                         | 3 534,00 €     | 180 428,00 €   | -98,04%    |
| 27       | Autres immobilisations financières               | 45 140,00 €    | 15 642,00 €    | 188,58%    |
|          | sous-total dépenses réelles                      | 1 977 357,65 € | 1 445 725,00 € |            |
|          | sous-total dépenses d'ordre                      | 43 581,00 €    | 13 931,00 €    | 212,83%    |
|          | Total dépenses d'investissement                  | 2 020 938,65 € | 1 459 656,00 € | 38,45%     |
| 001      | solde d'exécution de la section d'investissement | 0,00 €         | 195 838,00 €   | -100,00%   |
|          | Total                                            | 2 020 938,65 € | 1 655 494,00 € | 22,07%     |

#### III-5.b Les dépenses réelles d'investissement

Les dépenses réelles sont de 1 977 K€.

Le chapitre 10 (dotations, fonds divers et réserves) (16,9K€) :

Une taxe d'aménagement perçu à tort en 2018 a fait l'objet d'un remboursement.

Le chapitre 16 (emprunts et dettes assimilées) (569K€) :

Cela correspond au remboursement du capital de la dette

La hausse de 41 719 € par rapport à 2024 est due à la fin de 3 emprunts en 2027 et à l'emprunt contracté en 2025.

Les chapitres 20, 204, 21 et 23 (représentant tous nos investissements) : 1 345 K€, soit + 443 K€ par rapport à 2024

➤ Le chapitre 20 : 39.4 K€

- L'AMO pour le SSI de la mairie : 10 k€
- Les études de diagnostics de faisabilité des travaux de charpente : 5.8 K
- Les frais d'insertion des marchés publics et enquêtes publiques : 1.9 K€
- Diagnostics, missions de contrôle, ... : 21.7 K€

➤ Le chapitre 204 : 41.6 K€

- Le transfert de compétence de l'assainissement et des eaux usées à la 3 CM : 25.5 K€
- Les travaux d'éclairage public effectués par le SIEA avec maîtrise d'ouvrage déléguée : 16.1 K€

➤ Le chapitre 21 : 1 260.9 K€

- La mairie : 197.6 K€
  - ✓ Eclairage LED : 3.1 K€
  - ✓ SSI : 106 K€
  - ✓ Réfection des volets : 28.7 K€
  - ✓ Toiture : 1.4 K€
  - ✓ Climatisation local police municipale : 10.1 K€
  - ✓ Locaux département 3<sup>ème</sup> étage : 7.9 K€
  - ✓ Réfection de bureaux : 8.3 K€
  - ✓ Moteur ascenseur : 29.8 K€
  - ✓ Divers : 2.3 K€
- Les écoles : 169.2 K€
  - ✓ Changement de chaudière Ecole Daudet : 82.2 K€

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

- ✓ Toiture Daudet : 10.6 K€
- ✓ Passage aux Led Daudet et Saint Exupéry : 6.5 K€
- ✓ Changement de velux et tuiles – école de Jailleux : 1.3 K€
- ✓ Changement de menuiseries – école Saint Exupéry : 38 K€
- ✓ « L'école, faisons-là ensemble » ilots de fraîcheur - école Saint Exupéry : 26 K€
- ✓ Divers achats de matériel : 4.6 K€
- Le Trait d'union et le PPE : 57 K€
  - ✓ Achat et pose des cuisines professionnelles du Trait d'union : 51.3 K€
  - ✓ Sirène et visiophone du PPE : 5.7 K€
- Les bâtiments culturels et sportifs : 103.2 K€
  - ✓ Ledification et peinture de la bibliothèque : 22 K€
  - ✓ Installation de bungalows féminins pour le football : 28.9 K€
  - ✓ ledification des bâtiments associatifs sportifs : 47.7 K€
  - ✓ Ledification de l'apothicairerie : 4.5 K€
- Le cimetière de Montluel : Reprise de 10 concessions pour 10.4 K€
- Le hameau de Cordieux : 51.5 K€
  - ✓ Le centre aéré : réfection de chauffage et d'éclairage : 1.7 K€ + lédification 5.9 K€
  - ✓ Réfection de la toiture de la bibliothèque et de l'ancienne mairie : 41.9 K€
- Les salles associatives : 11.7 K€
  - ✓ Ledification club du Bel âge : 1 K€
  - ✓ Changement des lanterneaux de l'école de musique : 2.7 K€
  - ✓ Changement de sol du local politique de la ville : 6.3 K€
  - ✓ Installation d'une porte coupe-feu dans la salle polyvalente : 1.7 K€
- Le patrimoine : 39.1 K€
  - ✓ Restauration de la vierge de l'église Notre-Dame-des-Marais : 9.4 K€
  - ✓ Ledification de l'église Notre-Dame-des-Marais : 28.5 K€
  - ✓ Reprise des joints de la voûte du passage Saint-Etienne : 1.2 K€
- Les logements : 16.8 K€
- La voirie : 327 K€ dont :
  - ✓ La montée du collège : 46.7 K€
  - ✓ Le parking de la tour Mandot : 71.3 K€
  - ✓ La route de Saint-Marcel : 18.1 K€
  - ✓ La route de la Passe : 127.3 K€
  - ✓ La place des tilleuls : 8.1 K€
  - ✓ La reprise des joints du pont lavoir : 1.1 K€
  - ✓ La création du plateau route de Saint-André-de-Corcy : 22.6 K
  - ✓ La création du plateau route de Jailleux : 31.7 K€
- Les enfouissements de réseaux de l'avenue des platanes : 18.1 K€
- Les installations de voirie : 49.8 K€
  - ✓ La vidéosurveillance : 44.6 K€
  - ✓ La signalisation : 5.2 K€
- Les réseaux d'électrification : 40.5 K€
  - ✓ L'extension du réseau électrique route de Jailleux : 18.5 K€
  - ✓ La création d'une borne cours Condé pour les forains et la foire : 1.6 K€
  - ✓ La participation à l'éclairage public du Parc Bellevue : 20.4 K€
- L'incendie et le secours : travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable sur la ville haute 14.7 K€
- Le matériel technique pour les services : 2.8 K€

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

- Les bornes IRVE : acompte 30 % pour l'implantation de deux bornes : 15.7 K€
- Les véhicules : achat d'un véhicule pour la police municipale : 10.5 K€
- Le matériel informatique : 2.5 K€, le reste de la dépense étant enregistrée en RAR. Les achats portent sur du matériel reconditionné, permettant ainsi environ 40 % d'économies.
- Le mobilier, tous services confondus : 29.4 K€
- Les achats divers, tous services confondus : 89.2 K€
  - Le chapitre 23 : 3 534 €, le solde de la mission de contrôle du SSI
  - Le chapitre 27 : le portage foncier pour 45.1 K€
- 287 cours Condé pour 29.5 K€
- 40 rue du Trêve pour 15.6 K€

### III-5.c Les dépenses d'ordre

Les dépenses d'ordre sont de 43.6 K€ :

Le chapitre 040 comptabilise les amortissements des subventions à hauteur de 17.6 K€ et la moins-value de la cession de la balayeuse à hauteur de 26 K€.

## III-6. Résultat de la section d'investissement

Le résultat provisoire de l'exercice 2025 de la section d'investissement est de + 326 K€

## III-7. La dette

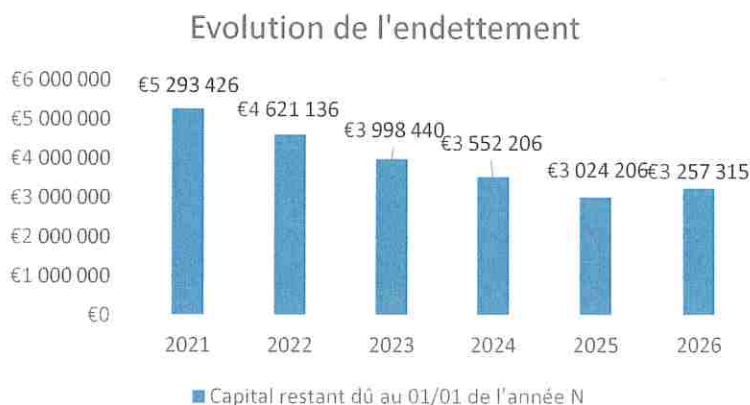
### III-7.a Liste des Emprunts en cours

| BANQUE                                | MONTANT<br>EMPRUNTE | DATE DE DEBUT | DATE DE FIN |
|---------------------------------------|---------------------|---------------|-------------|
| CAISSE D'EPARGNE                      | 500 000,00 €        | 25/12/2007    | 25/12/2027  |
| CAISSE D'EPARGNE                      | 110 000,00 €        | 25/11/2008    | 25/11/2028  |
| CAISSE D'EPARGNE                      | 1 000 000,00 €      | 03/05/2012    | 25/07/2027  |
| CAISSE DES DEPOTS ET<br>CONSIGNATIONS | 1 980 000,00 €      | 01/10/2013    | 01/10/2027  |
| CREDIT AGRICOLE CENTRE EST            | 1 300 000,00 €      | 20/07/2014    | 20/07/2029  |
| CREDIT MUTUEL DAGNEUX                 | 100 000,00 €        | 28/02/2017    | 30/11/2031  |
| CREDIT MUTUEL DAGNEUX                 | 100 000,00 €        | 28/02/2017    | 30/11/2031  |
| CAISSE D'EPARGNE                      | 400 000,00 €        | 25/12/2017    | 15/01/2032  |
| CREDIT MUTUEL DAGNEUX                 | 550 000,00 €        | 28/02/2019    | 30/11/2033  |
| CREDIT AGRICOLE CENTRE EST            | 735 000,00 €        | 10/03/2020    | 10/12/2034  |
| CAISSE D'EPARGNE                      | 500 000,00 €        | 25/12/2020    | 25/01/2035  |
| CREDIT MUTUEL DAGNEUX                 | 191 615,47 €        | 31/03/2024    | 31/12/2038  |
| CREDIT MUTUEL DAGNEUX                 | 803 000,00 €        | 30/09/2025    | 30/06/2040  |

### III-7.b Evolution du capital restant dû

L'endettement a été diminué de 2 036K€ depuis le début du mandat, soit -38% :

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026



### III-7.c Comparatif endettement Montluel par rapport aux autres communes

L'encours de dette par habitant est de 444 € contre 755 € pour la moyenne de la strate, en 2024.  
 (Source : fiche détaillée des communes 2024 – comptes individuels des collectivités - finances publiques)

### III-8. Les ratios 2025

La **capacité d'autofinancement** a baissé en 2025 sous l'effet de :

- La stabilisation des recettes
- La poursuite de la hausse des dépenses

Néanmoins, la CAF reste positive et supérieure à celle de 2020 et 2021 :



#### Autres ratios :

|                                       |        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                      |
|---------------------------------------|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| Coefficient d'Autofinancement courant | 0,91   | Le coefficient d'autofinancement courant mesure l'aptitude de la collectivité à autofinancer ses investissements, après avoir couvert ses charges et les remboursements de dettes.                                                                                                                                                                                                                                                                           | alerte 0,95<br>critique 1,05                                                         |
| Ratio d'endettement                   | 0,53   | Le ratio d'endettement permet d'apprécier le poids de la dette par rapport aux produits réels perçus par la collectivité sur un exercice. Ainsi et toutes choses égales par ailleurs, il permet d'apprécier la durée de remboursement de la dette à un instant t par affectation totale des recettes de fonctionnement.                                                                                                                                      | Alerte 1,14<br>critique 1,51                                                         |
| Capacité de désendettement            | 3,15   | La capacité de désendettement, également appelée ratio de solvabilité, permet d'apprécier le poids de la dette par rapport à la CAF brute et la capacité de la collectivité à recourir à l'emprunt. Ce ratio est primordial pour apprécier la situation financière d'une collectivité locale. Ainsi et toutes choses égales par ailleurs, il permet d'apprécier la durée de remboursement de la dette à un instant t par affectation totale de la CAF brute. | Alerte 7 ans<br>critique 10 ans                                                      |
| Taux d'épargne brute                  | 16,86% | Le taux d'épargne brute est un indicateur majeur de l'analyse de la solvabilité, qui complète l'étude de la capacité de désendettement. Il exprime la part des ressources courantes qui ne sont pas mobilisées par la couverture des charges courantes et qui sont disponibles pour rembourser la dette et pour investir.                                                                                                                                    | bonne gestion supérieur à 15 %<br>alerte inférieur à 10 %<br>critique inférieur à 7% |

Accusé de réception en préfecture  
 001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
 Date de réception préfecture : 29/01/2026

### III-9. Les emprunts garantis au 31/12/2025

Les organismes bénéficiaires des 32 garanties de la commune sont :

- ✓ SEMCODA : 16 prêts
- ✓ ALLIADE HABITAT : 6 prêts
- ✓ DYNACITE : 7 prêts
- ✓ ALFA 3A : 2 prêts
- ✓ OGEC SAINT-VINCENT-DE-PAUL : 1 prêt

Le montant initial garanti est de 21 019 956 €.

## IV – Les finances de la commune : prospective

### IV-1. Les recettes de fonctionnement 2026

#### La fiscalité :

La revalorisation des bases fiscales à hauteur de 0.8 % représente une enveloppe supplémentaire de la fiscalité locale de 22.8 K€.

Aucune augmentation des taux de la fiscalité n'est prévue cette année.

#### Les prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat :

En l'absence de loi de finances 2026 et sur le fondement de la loi spéciale, ces recettes seront budgétées à l'identique sur le budget 2026, sauf pour la DC RTP qui sera budgétée à 0 €. Elles feront l'objet d'une décision modificative, comme procédé en 2025. En l'absence de vote sur le PLF 2026 pour le moment, nous ne prenons pas en compte la baisse potentielle de 25% de la Compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TF BP et de CFE des locaux industriels, qui représenterait -57 226 € de recette comme explicité dans le point II PLF 2026 du présent document.

### IV-2. Les dépenses de fonctionnement 2026

#### En 2026, il faudra poursuivre la politique de recherche d'économies :

- ✓ Electricité : Poursuite de la lédification des bâtiments sur les consommations électriques, entamée en 2025.
- ✓ Electricité : Ledification de l'éclairage public avec abaissement nocturne sur toute la commune
- ✓ Gaz : baisse de la consommation liée au changement des chaudières de l'hôtel de ville.
- ✓ Les transports : L'optimisation des transports scolaires sur une année pleine représentera une économie de 24K€ environ
- ✓ La téléphonie : le changement de prestataire en 2025 devrait permettre des économies

#### En 2026, la commune subira des augmentations:

- ✓ Les assurances : 35% d'augmentation imposée par l'assureur de la collectivité. Le niveau de sinistralité, augmentée avec l'incident de dégâts des eaux du centre aéré de Cordieux, est à l'origine de cette situation : + 12 100€ par an, soit un total annuel de 47 100 €.
- ✓ La création d'un poste d'ATSEM à l'école Saint-Exupéry suite à l'ouverture d'une classe à 1/4 ETP sur les périodes scolaires uniquement

Enregistré en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

- ✓ La participation obligatoire à la mutuelle des agents sur des contrats labellisés
- ✓ L'augmentation de la CNRACL (cotisation retraite des fonctionnaires)

#### Des projets nouveaux occasionnent également de nouvelles dépenses :

- ✓ L'installation d'une télécabine médicale engendrera des coûts de fonctionnement : la création d'un poste à mi-temps, les abonnements Doctolib ainsi que la maintenance de la télécabine.
- ✓ Un atelier supplémentaire pour le dispositif « coup de pouce ».
- ✓ La création d'un poste à temps plein pour le PRE
- ✓ Le retour du Programme de Réussite Educative (PRE) au sein du budget du CCAS de Montluel : une subvention de 20 K€ sera allouée au CCAS pour le financement des activités. En contrepartie, la dotation de l'Etat de 26.2 K€ sera enregistrée sur le budget communal car fléchée sur le salaire de l'agent en charge du PRE.

### IV-3. Les recettes d'investissement 2026

#### Les Restes-à-réaliser (RAR) 2025 sur les recettes d'investissement : 211K€

| INTITULE                                                         | Montants TT         |
|------------------------------------------------------------------|---------------------|
| SUBVENTION VIDEOPROTECTION - CAMERA DE LA GARE                   | 8 697,00 €          |
| SUBVENTION VIDEOPROTECTION - CAMERA DE LA GARE                   | 5 218,00 €          |
| SUBVENTION MENUISERIES SAINT-EXUPERY DETR 2025                   | 15 502,00 €         |
| SUBVENTION VIDEOPROTECTION - CAMERA DE LA GARE                   | 5 798,00 €          |
| IMPLANTATION IRVE PARKING DE LA SEREINE - FONDS DE CONCOURS SIEA | 15 836,83 €         |
| PASSAGE A L'ECLAIRAGE LED DES BATIMENTS - FONDS DE CONCOURS 3 CM | 49 896,57 €         |
| SUBVENTION MAIRES BATISSEURS                                     | 74 000,00 €         |
| SUBVENTION MENUISERIES SAINT-EXUPERY                             | 10 334,00 €         |
| SUBVENTION ACCESSIBILITE SALLE POLYVALENTE ET ECOLE DAUDET       | 21 616,00 €         |
| SUBVENTION ILOTS DE FRAICHEUR ECOLE SAINT-EXUPERY                | 4 157,00 €          |
| <b>TOTAL</b>                                                     | <b>211 055,40 €</b> |

**Le virement de la section de fonctionnement** (article 1068) : L'affectation des résultats de la section de fonctionnement absorbera le besoin de financement de la section d'investissement, le remboursement du capital des emprunts (pour respecter l'équilibre réel du budget) ainsi que le solde des restes à réaliser pour un montant de 341 864.93 €.

**Le FCTVA** : le montant sera connu en janvier 2026, après la rédaction du présent rapport. Une prévision estimative de 150 K€ est envisagée. Une décision modificative sera nécessaire afin de réajuster la recette.

**La taxe d'aménagement** : La prévision 2026 sera celle du montant perçu en 2025.

**Les subventions** : dès qu'un projet est subventionnable, il fait l'objet d'une demande auprès de chaque organisme financeur par le biais du service dédié de la 3 CM. La prévision budgétaire 2026 correspondra au montant des RAR car le calendrier des dépôts de demandes, combiné à celui des services instructeurs (Etat, Région, Département,...) ne correspond pas à celui d'un exercice budgétaire.

Les subventions faisant déjà l'objet de demandes en 2026 sur des projets 2026/2027 sont les suivantes :

- ✓ Réfection des vitraux de l'église de Cordieux
- ✓ Anciens Hospices : étude patrimoniale
- ✓ Apothicairerie : étude diagnostic de l'état du site 2026 et travaux en 2027
- ✓ Bouquet énergétique : changement de la chaudière de l'école St Exupéry, changement des menuiseries (suite) et réfection de la toiture de l'école Daudet
- ✓ Transition écologique : achat d'un véhicule électrique
- ✓ Mode doux : aménagement voie douce le long du parking école St Exupéry
- ✓ Vidéo-protection 2026
- ✓ Voirie

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

**Les cessions immobilières :** 820 K€ (cession bâtiment gym non réalisée en 2025 et reporté sur 2026).

**L'emprunt :** Un emprunt de 216 893 K€ pourrait suffire en 2026, grâce à la cession de 820 K€ prévu au budget 2026. Cette projection sera ajustée au regard des résultats définitifs 2025. Le montant de l'emprunt pour 2026 pourrait monter à 500K€ maximum permettant de financer nos projets, sans dégrader l'endettement de la ville.

#### IV-4. Les dépenses d'investissement 2026

**Les dépenses d'équipement 2026 cumulées (RAR + nouveaux projets 2026) :** 2 066 276,64 €.

**Les Restes-à-réaliser (RAR) 2025 sur les dépenses d'investissement :** 552 920,33 €

Détail des RAR 2025 ci-dessous :

| RESTES A REALISER 2025                                                                          | Montant, TTI -      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| EXTINCTEURS - DIVERS BATIMENTS                                                                  | 5 932,25 €          |
| ADAP - MISE EN CONFORMITE SANITAIRES - GS DAUDET                                                | 12 312,00 €         |
| MISSION MAITRISE D'OEUVRE - PROJET EXTENSION CIMETIERE CORDIEUX                                 | 1 500,00 €          |
| AMENAGEMENT MODE DOUX ABORDS DE LA GARE - PARTICIPATION A LA MAITRISE D'OEUVRE DELEGUEE         | 53 993,38 €         |
| TRAVAUX ECLAIRAGE LEDS RDC - ETAGE - CENTRE AERE CORDIEUX                                       | 89,93 €             |
| BROYEUR A FLEAUX - EV                                                                           | 5 976,00 €          |
| MISSION MAITRISE D'OEUVRE SECURISATION DU HAMEAU DE JAILLEUX                                    | 300,00 €            |
| PROJET : ECOLE FAISONS LA ENSEMBLE - ILOT FRAICHEUR COUR - GS ST EX                             | 1 247,04 €          |
| MISSION CONTROLE PMR - SALLE POLYVALENTE DONT REVISION                                          | 2 933,40 €          |
| MISSION CONTROLE PMR - GS DAUDET DONT REVISION                                                  | 6 151,60 €          |
| ARBUSTES + FRE FLEURS - EV                                                                      | 102,79 €            |
| REFECTION REVETEMENT RUE DU PUIT - JAILLEUX - VOIRIE                                            | 41 524,80 €         |
| REPRISE JOINTEMENT PAVES - PLACE CARNOT - VOIRIE                                                | 7 146,00 €          |
| ECLAIRAGE CARREFOUR PLATANES/ RTE DE JONS- TRX EP DAGNEUX AMENAGEMENT 3CM                       | 1 719,37 €          |
| 2 COFFRETS DE PRISES POUR FOIRE ET MANIFESTATIONS                                               | 3 356,40 €          |
| FRAIS DE NOTAIRE SUITE CESSION PARCELLES AC447-448 PROJET BMB INTERVAL SEREINA                  | 432,00 €            |
| MISE EN CONFORMITE ECLAIRAGE PUBLIC -LOTISSEMENT LES JARDINS DU VILLAGE - CORDIEUX              | 8 947,44 €          |
| CHANGEMENT DE MENUISERIES - GS ST EX                                                            | 2 000,00 €          |
| ECLAIRAGE CARREFOUR PLATANES/ PEUPLIERS- TRX EP DAGNEUX AMENAGEMENT 3CM                         | 819,30 €            |
| ECLAIRAGE CARREFOUR PLATANES/ PEUPLIERS- TRX EP DAGNEUX AMENAGEMENT 3CM                         | 21 450,00 €         |
| TRAVAUX ECLAIRAGE LEDS - TENNIS INTERIEUR                                                       | 25 878,16 €         |
| TRAVAUX ECLAIRAGE LEDS - SALLE DE DANDE - CORDIEUX                                              | 6 130,21 €          |
| INSTALLATION ALIMENTATION ELECTRICITE - BUNGALOWS VESTIAIRES FILLES- TERRAIN FOOT               | 334,86 €            |
| REPRISE PASSAGE PIETON - PLACE CARNOT                                                           | 6 340,80 €          |
| MISSION CONTROLE TECHNIQUE SUITE REMPLACEMENT CHAUDIERES - MAIRIE                               | 2 520,00 €          |
| IMPLANTATION BORNE POUR VEHICULE ELECTRIQUE SUR PARKING DE LA SEREINE (IRVE)                    | 18 785,61 €         |
| IMPLANTATION BORNE POUR VEHICULE ELECTRIQUE SUR PARKING ST EXUPERY (IRVE)                       | 18 027,60 €         |
| CREATION UN PLATEAU ROUTE DE JAILLEUX CARREFOUR DES ECORCHATS                                   | 766,20 €            |
| CREATION PLATEAU ROUTE ST ANDRE DE CORCY DEBUT LIGNE DROITE DE L'ECOLE DE JAILLEUX              | 1 048,20 €          |
| INSTALLATION PLAFOND COUPE-FEU SALLE ARCHIVES MAIRIE SEPARATION ERP MAIRIE/CHAPELLE VISITANDINE | 9 016,80 €          |
| VESTIAIRES MULTICASES - PERISCOLAIRE                                                            | 400,80 €            |
| TABLES PLIANTES - PERISCOLAIRE                                                                  | 127,12 €            |
| PC FIXES + PORTABLES ET LICENCE - MAIRIE + GS DAUDET + GS ST EX                                 | 23 076,00 €         |
| VIDEO-SURVEILLANCE 2025                                                                         | 19 764,00 €         |
| AMELIORATION CHAUFFAGE SALLE POLYVALENTE GS DAUDET                                              | 18 759,00 €         |
| POIRIER A FLEURS                                                                                | 115,50 €            |
| RENOVATION CHAUFFERIE GAZ ET CHAUDIERES MAIRIE - MARCHE 2025-002                                | 169 603,39 €        |
| PORTE STRATIFIEE - GS DAUDET                                                                    | 385,46 €            |
| PANNEAUX LIMITATION DE VITESSE + PMR - VOIRIE                                                   | 686,64 €            |
| AMO MARCHE PUBLIC CHAUFFERIE MAIRIE - SUIVI DES TRAVAUX                                         | 2 400,00 €          |
| TRAVAUX INSTALLATION MEUBLE EVIER + CHAUFFE-EAU DANS CUISINE MAIRIE - 2EME ETAGE                | 2 535,60 €          |
| TROTINNETTES - GS DAUDET                                                                        | 490,01 €            |
| DISQUES DURS POUR SERVEUR                                                                       | 928,94 €            |
| ARCEAUX VELOS - MODE DOUX - COMMANDE GROUPEE 3CM                                                | 1 764,49 €          |
| TRAVAUX ECLAIRAGE LEDS - EGLISE NOTRE DAME DES MARAIS - COMPLEMENT                              | 2 204,84 €          |
| SUBVENTION FACADE 2025                                                                          | 1 020,00 €          |
| REFECTION SOL CUISINE - CONFORMITE AGREMENT - RS DAUDET                                         | 27 870,00 €         |
| REFECTION MURS CUISINE - CONFORMITE AGREMENT - RS DAUDET                                        | 14 006,40 €         |
|                                                                                                 | <b>552 920,33 €</b> |

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

Les nouveaux projets de 2026 : 1 513 356 €.

Ce montant est réparti comme suit :

| Thématiques                         | montants, TTC         |
|-------------------------------------|-----------------------|
| ADAP                                | 100 000,00 €          |
| AMENAGEMENTS URBAINS                | 275 500,00 €          |
| BATIMENTS                           | 127 072,48 €          |
| CONCESSIONS                         | 20 000,00 €           |
| ECOLES                              | 269 937,50 €          |
| INFORMATIQUE                        | 3 699,00 €            |
| MATERIEL                            | 21 000,00 €           |
| PATRIMOINE                          | 228 650,00 €          |
| RESERVE BUDGETAIRE                  | 50 000,00 €           |
| RESERVE ETUDES                      | 10 000,00 €           |
| SECURITE                            | 15 000,00 €           |
| URBANISME                           | 17 000,00 €           |
| VEHICULES                           | 30 000,00 €           |
| VOIRIE                              | 152 312,33 €          |
| MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC | 193 185,00 €          |
| <b>Total général</b>                | <b>1 513 356,31 €</b> |

#### IV-5. Vision globale du budget 2026

**La section de fonctionnement** : En 2026, un budget prudent environ équivalent à celui de 2025 avec la difficulté de projeter des recettes incertaines du fait de l'absence du vote du budget de l'Etat 2026.

| dépenses de fonctionnement                          | 2025                  | 2026                  | % écart<br>2026/2025 |
|-----------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| 011 - charges à caractère général                   | 2 519 416,40 €        | 2 608 776,31 €        | 3,55%                |
| 012 - charges de personnel et frais assimilés       | 3 464 000,00 €        | 3 510 000,00 €        | 1,33%                |
| 014 - atténuation de produits                       | 150 000,00 €          | 150 000,00 €          | 0,00%                |
| 65 - Autres charges de gestion courante             | 1 606 121,72 €        | 1 354 376,00 €        | -15,67%              |
| 66 - Charges financières                            | 98 728,09 €           | 100 000,00 €          | 1,29%                |
| 67 - Charges exceptionnelles                        | 147 000,00 €          | 160 000,00 €          | 8,84%                |
| 68 - Dotations aux provisions et dépréciations      | 3 000,00 €            | 3 000,00 €            | 0,00%                |
| <b>total dépenses réelles</b>                       | <b>7 988 266,21 €</b> | <b>7 886 152,31 €</b> | <b>-1,28%</b>        |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 324 041,34 €          | 326 110,00 €          | 0,64%                |
| <b>total dépenses d'ordre</b>                       | <b>324 041,34 €</b>   | <b>326 110,00 €</b>   | <b>0,64%</b>         |
| <b>Total dépenses de fonctionnement</b>             | <b>8 312 307,55 €</b> | <b>8 212 262,31 €</b> | <b>-1,20%</b>        |

| recettes de fonctionnement                                    | 2025                  | 2026                  | % écart<br>2026/2025 |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| 013 - Atténuations de charges                                 | 72 000,00 €           | 45 000,00 €           | -37,50%              |
| 70 - Produits des services du domaine et ventes diverses      | 498 000,00 €          | 520 000,00 €          | 4,42%                |
| 73 - Impôts et taxes                                          | 4 456 176,34 €        | 4 500 000,00 €        | 0,98%                |
| 74 - Dotations et participations                              | 1 329 515,03 €        | 1 370 000,00 €        | 3,05%                |
| 75 - Autres produits de gestion courante                      | 671 500,00 €          | 690 000,00 €          | 2,76%                |
| 77 - Produits spécifiques                                     | 7 000,00 €            | 0,00 €                | -100,00%             |
| 78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 8 500,00 €            | 8 500,00 €            | 0,00%                |
| <b>total recettes réelles</b>                                 | <b>7 042 691,37 €</b> | <b>7 125 000,00 €</b> | <b>1,17%</b>         |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections          | 26 500,00 €           | 30 000,00 €           | 13,21%               |
| <b>total recettes d'ordre</b>                                 | <b>26 500,00 €</b>    | <b>30 000,00 €</b>    | <b>13,21%</b>        |
| <b>Total recettes de fonctionnement hors 002</b>              | <b>7 069 191,37 €</b> | <b>7 155 000,00 €</b> | <b>1,21%</b>         |
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté                      | 1 243 116,18 €        | 1 057 262,31 €        | -14,95%              |
| <b>Total recettes de fonctionnement</b>                       | <b>8 312 307,55 €</b> | <b>8 212 262,31 €</b> | <b>-1,20%</b>        |

**La section d'investissement** : L'objectif est de maintenir un niveau de dépenses dimensionné aux capacités de la commune et répondant aux besoins de la ville.

| dépenses d'investissement                              | 2025               | 2026               | % écart 2026 /<br>2025 |
|--------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|------------------------|
| 10 - immobilisations corporelles                       | 0 €                | 0 €                | #DIV/0!                |
| 13 - subventions d'investissement                      | 0 €                | 0 €                | #DIV/0!                |
| 16 - emprunts et dettes assimilées                     | 582 000 €          | 645 754 €          | 10,95%                 |
| chapitres 20-204-21-23-27 dont RAR                     | 2 687 950 €        | 2 076 277 €        | -22,76%                |
| 204 - subventions d'équipement versées dont RAR        |                    |                    |                        |
| 21 - immobilisations corporelles dont RAR              |                    |                    |                        |
| 23 - immobilisations en cours dont RAR                 |                    |                    |                        |
| 27 - autres immobilisations financières dont RAR       |                    |                    |                        |
| <b>total dépenses réelles</b>                          | <b>3 269 950 €</b> | <b>2 722 030 €</b> | <b>-16,76%</b>         |
| 040 - transfert entre sections                         | 26 500 €           | 30 000 €           | 13,21%                 |
| 041 - opérations patrimoniales                         | 18 741 €           | 300 000 €          | 1500,74%               |
| <b>total dépenses d'ordre</b>                          | <b>45 241 €</b>    | <b>330 000 €</b>   | <b>629,42%</b>         |
| 001 - solde d'exécution de la section d'investissement | 0 €                | 0 €                |                        |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>                 | <b>3 315 191 €</b> | <b>3 052 030 €</b> | <b>-7,94%</b>          |

| recettes d'investissement                            | 2025                  | 2026                  | % écart 2026 / 2025 |
|------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| 10 - dotations, fonds divers, réserves               | 1 090 006,72 €        | 851 046,42 €          | -21,92%             |
| dont FCTVA                                           | 140 000,00 €          | 140 000,00 €          | 0,00%               |
| dont taxe d'aménagement                              | 67 000,00 €           | 20 000,00 €           | -70,15%             |
| dont 1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés  | 883 006,72 €          | 691 046,42 €          | -21,74%             |
| 13 - subventions d'investissement dont RAR           | 109 457,89 €          | 211 055,40 €          | 92,82%              |
| 16 - emprunts et dettes assimilées                   | 802 955,67 €          | 216 893,00 €          | -72,99%             |
| <b>total recettes réelles</b>                        | <b>2 002 420,28 €</b> | <b>1 278 994,82 €</b> | <b>-36,13%</b>      |
| 021 - virement de la section de fonctionnement       | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00%               |
| 024 - Produits des cessions d'immobilisations        | 820 000,00 €          | 820 000,00 €          | 0,00%               |
| 040 - opérations d'ordre de transfert entre sections | 357 001,34 €          | 326 110,00 €          | -8,65%              |
| 041 - opérations patrimoniales                       | 18 741,35 €           | 300 000,00 €          | 1500,74%            |
| <b>total recettes d'ordre</b>                        | <b>1 195 742,69 €</b> | <b>1 446 110,00 €</b> | <b>20,94%</b>       |
| <b>Total recettes d'investissement hors 001</b>      | <b>3 198 162,97 €</b> | <b>2 725 104,82 €</b> | <b>-14,79%</b>      |
| 001                                                  | 142 988,51 €          | 326 925,51 €          | 128,64%             |
| <b>Total recettes d'investissement</b>               | <b>3 341 151,48 €</b> | <b>3 052 030,33 €</b> | <b>-8,65%</b>       |

## IV-6 La prospective 2026-2031

### IV-7.a La section de fonctionnement

Les hypothèses pour la section de fonctionnement :

-> les dépenses :

+ 1.5 % par an de dépenses de fonctionnement

-> les recettes :

-1% par an de recettes « impôts et taxes » (chapitre 73)

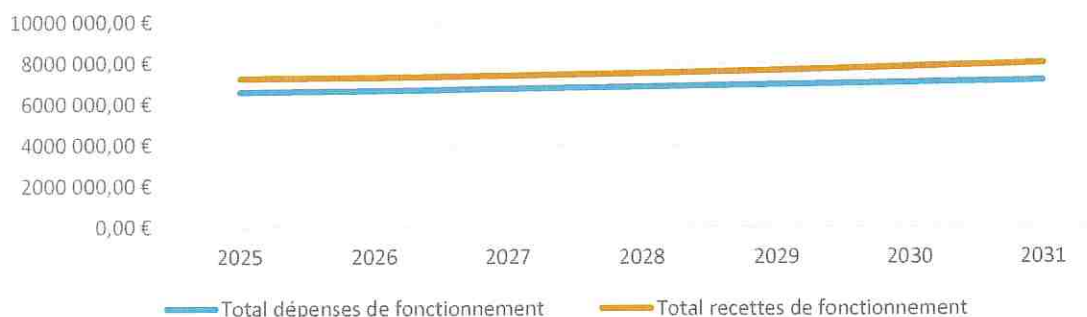
-2% par an de recettes « dotations et participations » (chapitre 74)

+14% par an de recettes « Autres produits de gestion courante » (chapitre 75)

| Dépenses de fonctionnement                                    | CA 2025 prévisionnel  | 2026 - 1,5%           | 2027 - 1,5%           | 2028 - 1,5%           | 2029 - 1,5%           | 2030 - 1,5%           | 2031 - 1,5%           | 2032 - 1,5%           |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 011 - charges de caractère général                            | 1 991 158,00 €        | 2 023 025,37 €        | 2 055 340,75 €        | 2 088 110,96 €        | 2 121 341,32 €        | 2 155 044,68 €        | 2 177 218,50 €        | 2 209 876,9 €         |
| 012 - charges de personnel et finaux                          | 3 120 504,00 €        | 3 167 616,26 €        | 3 215 120,50 €        | 3 263 257,26 €        | 3 312 007,61 €        | 3 361 280,23 €        | 3 411 232,11 €        | 3 461 968,61 €        |
| 014 - atténuation de produits                                 | 108 879,00 €          | 107 467,18 €          | 106 079,18 €          | 110 715,38 €          | 112 376,11 €          | 114 061,73 €          | 115 772,89 €          | 117 509,27 €          |
| 65 - autres charges de gestion courante                       | 979 333,00 €          | 994 048,35 €          | 1 008 956,00 €        | 1 024 090,34 €        | 1 039 461,70 €        | 1 055 045,48 €        | 1 070 869,13 €        | 1 086 932,14 €        |
| 66 - charges financières                                      | 82 475,00 €           | 85 712,15 €           | 84 967,81 €           | 86 242,32 €           | 87 555,96 €           | 88 849,00 €           | 90 181,75 €           | 91 554,46 €           |
| 67 - charges exceptionnelles                                  | 1 073,00 €            | 1 089,10 €            | 1 105,43 €            | 1 122,01 €            | 1 138,84 €            | 1 155,95 €            | 1 173,26 €            | 1 190,86 €            |
| 68 - dotations aux provisions et dépréciations                | 3 000,00 €            | 3 045,00 €            | 3 090,69 €            | 3 137,04 €            | 3 184,09 €            | 3 231,85 €            | 3 280,33 €            | 3 329,53 €            |
| <b>total dépenses réelles</b>                                 | <b>6 285 744,00 €</b> | <b>6 378 000,16 €</b> | <b>6 473 670,16 €</b> | <b>6 570 775,21 €</b> | <b>6 669 336,84 €</b> | <b>6 769 376,90 €</b> | <b>6 870 917,55 €</b> | <b>6 973 981,31 €</b> |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert                         | 324 041,34 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          |
| <b>total dépenses d'ordre</b>                                 | <b>324 041,34 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   |
| <b>Total dépenses de fonctionnement</b>                       | <b>6 607 785,34 €</b> | <b>6 678 000,16 €</b> | <b>6 773 670,16 €</b> | <b>6 870 775,21 €</b> | <b>6 969 336,84 €</b> | <b>7 069 376,90 €</b> | <b>7 170 917,55 €</b> | <b>7 273 981,31 €</b> |
| Recettes de fonctionnement                                    | 2025                  | 2026                  | 2027                  | 2028                  | 2029                  | 2030                  | 2031                  | 2032                  |
| 013 - atténuation de charges                                  | 38 302,00 €           | 30 000,00 €           | 30 000,00 €           | 30 000,00 €           | 30 000,00 €           | 30 000,00 €           | 30 000,00 €           | 30 000,00 €           |
| 70 - Produits des services du domaine et ventes diverses      | 550 282,00 €          | 520 000,00 €          | 520 000,00 €          | 520 000,00 €          | 520 000,00 €          | 520 000,00 €          | 520 000,00 €          | 520 000,00 €          |
| 73 - impôts et taxes                                          | 4 485 515,00 €        | 4 485 367,42 €        | 4 484 918,88 €        | 4 484 470,39 €        | 4 484 021,94 €        | 4 483 573,54 €        | 4 483 125,18 €        | 4 482 676,87 €        |
| 74 - Dotations et participations                              | 1 350 856,00 €        | 1 325 819,28 €        | 1 297 342,89 €        | 1 271 396,04 €        | 1 245 968,12 €        | 1 221 048,75 €        | 1 196 627,78 €        | 1 172 699,22 €        |
| 75 - autres produits de gestion courante                      | 785 150,00 €          | 898 491,00 €          | 1 034 278,74 €        | 1 167 628,90 €        | 1 331 158,95 €        | 1 517 515,50 €        | 1 728 907,67 €        | 1 971 463,13 €        |
| 77 - Produits spécifiques                                     | 8 210,00 €            | 7 000,00 €            | 7 000,00 €            | 7 000,00 €            | 7 000,00 €            | 7 000,00 €            | 7 000,00 €            | 7 000,00 €            |
| 78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| <b>total recettes réelles</b>                                 | <b>7 221 798,00 €</b> | <b>7 264 677,70 €</b> | <b>7 363 541,52 €</b> | <b>7 480 345,33 €</b> | <b>7 618 146,01 €</b> | <b>7 779 137,80 €</b> | <b>7 966 720,64 €</b> | <b>8 184 535,24 €</b> |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections          | 16 209,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           |
| <b>total recettes d'ordre</b>                                 | <b>16 209,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    |
| <b>Total recettes de fonctionnement hors 002</b>              | <b>7 238 005,00 €</b> | <b>7 284 677,70 €</b> | <b>7 383 541,52 €</b> | <b>7 500 345,33 €</b> | <b>7 638 146,01 €</b> | <b>7 799 137,80 €</b> | <b>7 986 720,64 €</b> | <b>8 204 535,24 €</b> |

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

## Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement 2026 - 2031



### IV-7.b La section d'investissement

#### Les hypothèses pour la section d'investissement :

##### Les dépenses :

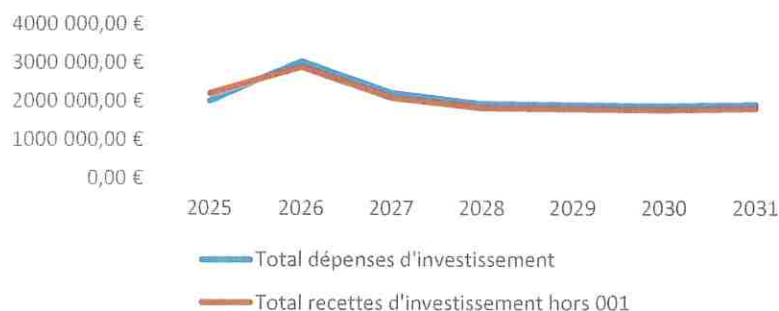
- Des dépenses d'équipement qui suivent le PPI
- La maîtrise des RAR à hauteur de 300 000 € par an maximum

##### Les recettes :

- Des encaissements de subventions à hauteur de 10% des 1 200 000 € du PPI
- Un emprunt de 500 000 € par an, à raison d'une durée de 15 ans chacun et avec un taux d'intérêts de 3,4%.

| dépenses d'investissement                              | 2025                  | 2026                  | 2027                  | 2028                  | 2029                  | 2030                  | 2031                  |
|--------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 10 - immobilisations corporelles                       | 16 913,00 €           | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| 13 - subventions d'investissement                      | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| 16 - emprunts et dettes assimilées                     | 569 591,00 €          | 690 349,27 €          | 601 841,29 €          | 419 983,93 €          | 390 208,50 €          | 366 553,26 €          | 400 506,57 €          |
| dépenses d'équipement dont RAR (chap 20-204-21-23-27)  | 1 390 553,65 €        | 2 066 276,64 €        | 1 500 000,00 €        | 1 500 000,00 €        | 1 500 000,00 €        | 1 500 000,00 €        | 1 500 000,00 €        |
| <b>total dépenses réelles</b>                          | <b>1 977 357,65 €</b> | <b>2 704 626,01 €</b> | <b>2 101 841,29 €</b> | <b>1 919 983,93 €</b> | <b>1 890 809,50 €</b> | <b>1 868 553,26 €</b> | <b>1 900 506,57 €</b> |
| 040 - transfert entre sections                         | 43 501,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           |
| 041 - opérations patrimoniales                         | 0,00 €                | 240 000,00 €          | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| <b>total dépenses d'ordre</b>                          | <b>43 501,00 €</b>    | <b>260 000,00 €</b>   | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    | <b>20 000,00 €</b>    |
| <b>Total dépenses d'investissement hors 001</b>        | <b>2 020 858,65 €</b> | <b>2 964 626,01 €</b> | <b>2 201 841,29 €</b> | <b>1 939 983,93 €</b> | <b>1 910 809,50 €</b> | <b>1 888 553,26 €</b> | <b>1 920 506,57 €</b> |
| 001 - solde d'exécution de la section d'investissement | 0,00 €                | 74 959,00 €           | 26 110,00 €           | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>                 | <b>2 020 858,65 €</b> | <b>3 039 585,01 €</b> | <b>2 227 951,29 €</b> | <b>1 939 983,93 €</b> | <b>1 910 809,50 €</b> | <b>1 888 553,26 €</b> | <b>1 920 506,57 €</b> |
| recettes d'investissement                              | 2025                  | 2026                  | 2027                  | 2028                  | 2029                  | 2030                  | 2031                  |
| 10 - dotations, fonds divers, réserves dont FCTVA      | 1 045 007,06 €        | 891 046,42 €          | 1 172 951,29 €        | 911 093,93 €          | 801 919,50 €          | 659 663,26 €          | 691 616,57 €          |
| dont 1066 - Exécutions de fonctionnement capitalisées  | 22 040,00 €           | 30 000,00 €           | 25 000,00 €           | 25 000,00 €           | 25 000,00 €           | 25 000,00 €           | 25 000,00 €           |
| 13 - subventions d'investissement dont RAR             | 64 182,00 €           | 174 949,40 €          | 120 000,00 €          | 120 000,00 €          | 120 000,00 €          | 120 000,00 €          | 120 000,00 €          |
| 16 - emprunts et dettes assimilées                     | 809 000,00 €          | 500 000,00 €          | 500 000,00 €          | 500 000,00 €          | 500 000,00 €          | 500 000,00 €          | 500 000,00 €          |
| <b>total recettes réelles</b>                          | <b>1 912 190,06 €</b> | <b>1 525 994,82 €</b> | <b>1 792 951,29 €</b> | <b>1 531 093,93 €</b> | <b>1 501 919,50 €</b> | <b>1 479 663,26 €</b> | <b>1 511 616,57 €</b> |
| 021 - virement de la section de fonctionnement         | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| 040 - opérations d'ordre de transfert entre sections   | 292 695,66 €          | 1 120 000,00 €        | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          |
| 041 - opérations patrimoniales                         | 0,00 €                | 240 000,00 €          | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| <b>total recettes d'ordre</b>                          | <b>292 695,66 €</b>   | <b>1 360 000,00 €</b> | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   | <b>300 000,00 €</b>   |
| <b>Total recettes d'investissement hors 001</b>        | <b>2 204 885,94 €</b> | <b>2 885 994,82 €</b> | <b>2 092 951,29 €</b> | <b>1 831 093,93 €</b> | <b>1 801 919,50 €</b> | <b>1 779 663,26 €</b> | <b>1 811 616,57 €</b> |

## Evolution des dépenses et recettes d'investissement 2026 - 2031



### Les autorisations de programmes

Le budget 2026 inclura des Autorisations de Programme (AP) au nombre de trois :

| n° de l'autorisation de programme | intitulé         | durée | crédits de paiement 2026 | crédits de paiement 2027 | crédits de paiement 2028 | crédits de paiement 2029 | crédits de paiement 2030 | crédits de paiement 2031 | total de l'AP |
|-----------------------------------|------------------|-------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| AP 2026-01                        | VOIRIE           | 6 ans | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 900 000,00 €  |
| AP 2026-02                        | TOITURES         | 6 ans | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 600 000,00 €  |
| AP 2026-03                        | FLOTTE VEHICULES | 3 ans | 30 000,00 €              | 30 000,00 €              | 30 000,00 €              | 0,00 €                   | 0,00 €                   | 0,00 €                   | 90 000,00 €   |

### Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

Le PPI 2026-2032 est fondé sur les points suivants :

- Prendre en compte les engagements juridiques déjà pris sur plusieurs années : lignes vertes tableau ci-dessous ;
- Comptabiliser les AP qui sont également des engagements juridiques qui seront pris par délibération : lignes orange ;
- Fixer un seuil maximal annuel de 1 500 K€ d'investissement, incluant les RAR\*, limités à 300 K€ par an dans la mesure du possible : ligne jaune ;
- La ligne bleue : elle dégage la capacité annuelle à investir sur de nouveaux projets.

\*les RAR 2025 sont supérieurs à 300 K€ car la stratégie mise en place dans le PPI concernant les RAR, demande une anticipation dans l'exécution budgétaire N sur l'exercice N+1.

| PPI 2026-2031                                                                | 2026         | 2027         | 2028         | 2029         | 2030         | 2031         | total         |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| AP 2026-001 - voirie                                                         | 150          | 150          | 150          | 150          | 150          | 150          | 900           |
| AP 2026-002 - toitures                                                       | 100          | 100          | 100          | 100          | 100          | 100          | 600           |
| AP 2026-003 - véhicules                                                      | 30           | 30           | 30           |              |              |              | 90            |
| Transfert de compétence eau et assainissement à la 3 CM convention 2020-2035 | 25,5         | 25,5         | 25,5         | 25,5         | 25,5         | 25,5         | 153           |
| ACHAT EPF 40 RUE DU TRÈVE 2024-2035                                          | 16           | 16           | 16           | 16           | 16           | 16           | 96            |
| ACHAT EPF 287 COURS CONDÉ 2025-2036                                          | 30           | 30           | 30           | 30           | 30           | 30           | 180           |
| ACHAT EPF 8 RUE POIZAT 2026-2031                                             | 41           | 41           | 41           | 41           | 41           | 41           | 246           |
| ACHAT EPF 160 FAUBOURG DE LYON                                               | 0            | 0            | 0            | 253          | 0            | 0            | 253           |
| ECLAIRAGE PUBLIC LEDIFICATION TRANCHE 1                                      | 150,2        | 0            | 0            | 0            | 0            | 0            | 150,2         |
| ECLAIRAGE PUBLIC LEDIFICATION TRANCHE 1 - INTRACTING 2026-2037               | 7,7          | 7,9          | 8            | 8,2          | 8,4          | 8,5          | 48,7          |
| ECLAIRAGE PUBLIC LEDIFICATION TRANCHE 2                                      | 0            | 151          | 0            | 0            | 0            | 0            | 151           |
| ECLAIRAGE PUBLIC LEDIFICATION TRANCHE 2 - INTRACTING 2027-2037               | 0            | 9,1          | 9,3          | 9,5          | 9,7          | 9,9          | 47,5          |
| <b>total des dépenses déjà programmées</b>                                   | <b>550,4</b> | <b>560,5</b> | <b>409,8</b> | <b>633,2</b> | <b>380,6</b> | <b>380,9</b> | <b>2915,4</b> |
| <b>PROJECTION DES RAR</b>                                                    | <b>553</b>   | <b>300</b>   | <b>300</b>   | <b>300</b>   | <b>300</b>   | <b>300</b>   | <b>2053</b>   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                         | <b>2076</b>  | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>9000</b>   |
| <b>seuil des 1 500 K€/an</b>                                                 | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>1500</b>  | <b>9000</b>   |

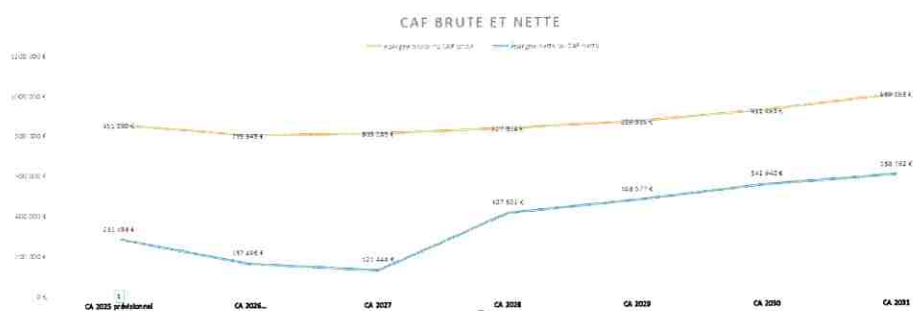
Accusé de réception en préfecture  
15001-210102620-20260528-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026

### progression de la capacité à investir sur de nouveaux projets



#### IV-7.b Les indicateurs financiers

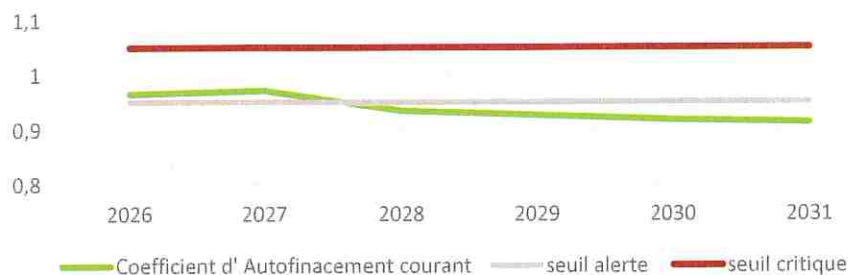
##### La CAF nette et brute :



##### Le coefficient d'autofinancement courant :

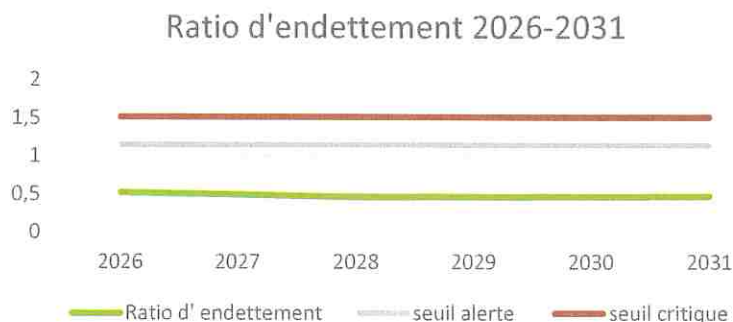
Il mesure l'aptitude de la collectivité à autofinancer ses investissements, après avoir couvert ses charges et les remboursements de dettes.

##### Coefficient auto-financement courant 2026-2031



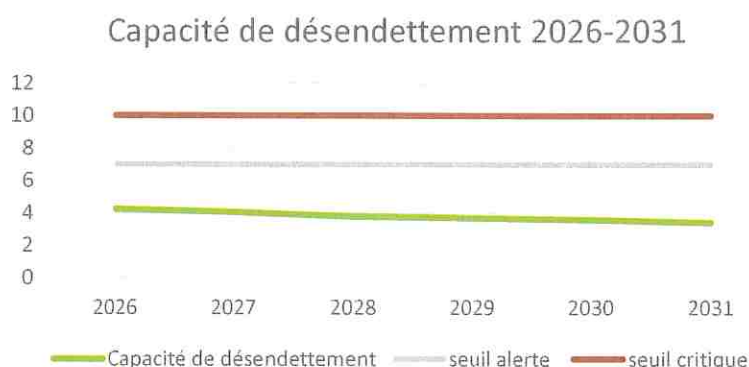
#### Le ratio d'endettement :

Il permet d'apprécier le poids de la dette par rapport aux produits réels perçus par la collectivité sur un exercice.



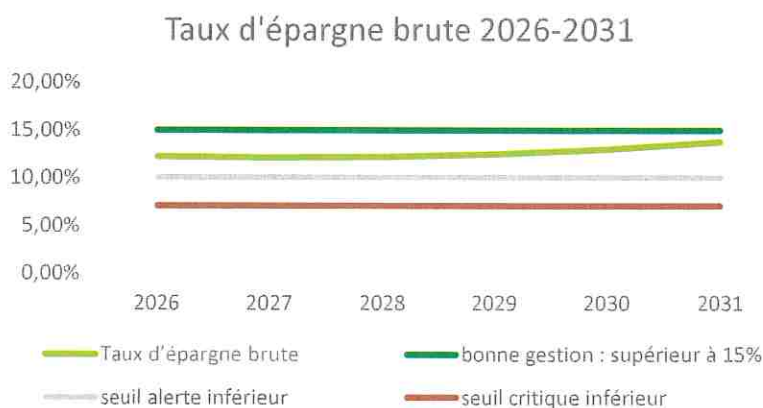
#### La capacité de désendettement :

La capacité de désendettement, également appelée ratio de solvabilité, permet d'apprécier le poids de la dette par rapport à la CAF brute et la capacité de la collectivité à recourir à l'emprunt. Ce ratio est primordial pour apprécier la situation financière d'une collectivité locale. Ainsi et toutes choses égales par ailleurs, il permet d'apprécier la durée de remboursement de la dette à un instant t par affectation totale de la CAF brute.



#### Le taux d'épargne brute :

Il est un indicateur majeur de l'analyse de la solvabilité, qui complète l'étude de la capacité de désendettement. Il exprime la part des ressources courantes qui ne sont pas mobilisées par la couverture des charges courantes et qui sont disponibles pour rembourser la dette et pour investir.



## Annexe 1/1 : présentation des AP

### AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2026 - 2031

| n° de l'autorisation de programme | intitulé         | durée | crédits de paiement 2026 | consommé 2026        | report 2026 sur 2027 | crédits de paiement 2027 | crédits de paiement 2028 | crédits de paiement 2029 | crédits de paiement 2030 | crédits de paiement 2031 | total de l'AP |
|-----------------------------------|------------------|-------|--------------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| AP 2026-01                        | VOIRIE           | 6 ans | 150 000,00 €             | à compléter CFU 2026 | à compléter CFU 2027 | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 150 000,00 €             | 900 000,00 €  |
| AP 2026-02                        | TOITURES         | 6 ans | 100 000,00 €             | à compléter CFU 2026 | à compléter CFU 2027 | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 100 000,00 €             | 600 000,00 €  |
| AP 2026-03                        | FLOTTE VEHICULES | 3 ans | 30 000,00 €              | à compléter CFU 2026 | à compléter CFU 2027 | 30 000,00 €              | 30 000,00 €              | 0,00 €                   | 0,00 €                   | 0,00 €                   | 90 000,00 €   |

Accusé de réception en préfecture  
001-210102620-20260128-2026-01-28-005-DE  
Date de réception préfecture : 29/01/2026